

Oorspronkelijke ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2026					(Duiz. EUR)	
Ordonnancere nd Minister	Nieuw nr. BA		AANWIJZING VAN DE OPBRENGSTEN	Oorspronkelijke ramingen		
	Begrotingsr ekening	Vakdomein		Oorspronkelijke begroting 2026		
				Per artikel	Totaal	
			Totaal Organisatieafdeling 10 W.o. toegewezen ontvangsten		0 0	
			Algemene ontvangsten - Organisatieafdeling 19 Financiën			
DO	99110000	901.246	Terugvorderingen van terugbetalingen van leningen uitgegeven na meer dan een jaar	0		
DO	99610000	901.125	(Gewijzigd) Opbrengst van leningen	4 075 550		
DO	99620000	901.126	Opbrengst van leningen met een looptijd van meer dan een jaar, in vreemde munt	0		
			Totaal Organisatieafdeling 19 W.o. toegewezen ontvangsten		4 075 550 0	
			Totaal Sector II W.o. toegewezen ontvangsten		4 075 550 0	
			Totaal TITEL III W.o. toegewezen ontvangsten		4 075 550 0	
			ALGEMEEN TOTAAL. W.o. toegewezen ontvangsten		21 485 748 491 107	
			Gezien om te worden gevoegd bij het ontwerp van decreet			

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2025/009886]

19 DECEMBRE 2025. — Décret-programme portant diverses mesures budgétaires (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modification de la loi du 5 septembre 2001 visant à améliorer le taux d’emploi des travailleurs*

Article 1^{er}. Le chapitre VII de la loi du 5 septembre 2001 visant à améliorer le taux d’emploi des travailleurs, comprenant les articles 22 à 35, est abrogé.

CHAPITRE 2. — *Abrogation du décret du 13 novembre 2002 créant un fonds budgétaire en matière de loterie*

Art. 2. Le décret du 13 novembre 2002 créant un fonds budgétaire en matière de loterie est abrogé.

CHAPITRE 3. — *Modification de l’article 339 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002*

Art. 3. Dans l’article 339, paragraphe 1^{er}, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l’alinéa 1^{er}, 2°, les mots « d’au moins cinquante-cinq ans » sont remplacés par les mots « d’au moins cinquante-sept ans » ;

2° à l’alinéa 2, les mots « sont âgés d’au moins cinquante-cinq ans à cinquante-sept ans » sont remplacés par les mots « sont âgés d’au moins cinquante-sept ans ».

CHAPITRE 4. — *Modifications du décret du 18 janvier 2007 relatif au soutien et au développement des clusters*

Art. 4. Dans l’article 2, alinéa 1^{er}, du décret du 18 janvier 2007 relatif au soutien et au développement des clusters, modifié par le décret du 11 avril 2024, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « sur avis du comité d’examen prévu à l’article 4 » sont abrogés ;

2° les mots « de quatre années » sont remplacés par les mots « d'une année ».

Art. 5. Dans l'article 3 du même décret, modifié par le décret du 11 avril 2024, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « après avis du comité d'examen visé à l'article 4, », ainsi que le mot « quadriennale » sont abrogés ;

2° à l'alinéa 5, les mots « au terme d'un quadriennat » sont abrogés et les mots « du quadriennat écoulé » sont remplacés par les mots « de la période de subventionnement écoulée ».

Art. 6. Les articles 4 et 5 du même décret sont abrogés.

Art. 7. Dans l'article 8 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est abrogé ;

2° à l'alinéa 2, les mots « de quatre années » sont abrogés.

Art. 8. L'article 9 du même décret est abrogé.

Art. 9. Dans l'article 10 du même décret, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 10. Dans l'article 10/2, du même décret, inséré par le décret du 11 avril 2024, le 2° est abrogé.

CHAPITRE 5. — *Modification du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes*

Art. 11. Dans l'article 12, alinéa 1^{er}, du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, modifié en dernier lieu par le décret-programme du 17 juillet 2018, les mots « ainsi que, du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2029, des déchets triés mais ni réemployés et ni recyclés de textile collectés en Région wallonne par des collecteurs enregistrés en vertu de l'article 118 du décret du 9 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique » sont insérés entre les mots « L'incinération des déchets d'activités hospitalières et de soins de santé » et les mots « est exonérée de la taxe visée au présent chapitre ».

CHAPITRE 6. — *Modifications du décret du 2 février 2017 relatif aux aides à l'emploi à destination des groupes-cibles*

Art. 12. Dans l'article 5 du décret 2 février 2017 relatif aux aides à l'emploi à destination des groupes-cibles, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « de trente-six mois maximum » sont remplacés par les mots « de vingt-quatre mois maximum » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « de vingt-quatre mois maximum » sont remplacés par les mots « de douze mois maximum ».

Art. 13. Dans l'article 6, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « ainsi que la dégressivité » sont abrogés.

CHAPITRE 7. — *Modifications du décret du 14 février 2019 relatif aux subventions visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés auprès de certaines entreprises*

Art. 14. Dans l'article 2, du décret 14 février 2019 relatif aux subventions visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés auprès de certaines entreprises, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « depuis quatre mois au moins » sont insérés entre les mots « personne inscrite » et les mots « comme demandeur d'emploi » ;

2° entre les alinéas 3 et 4, il est inséré un alinéa, rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut préciser les modalités de calcul de la durée des quatre mois visée à l'alinéa 2, et étendre, par assimilation, la qualité de demandeur d'emploi inoccupé à d'autres catégories de demandeurs d'emploi que celles visées aux alinéas 2 et 3. ».

Art. 15. Dans l'article 5, alinéa 1^{er}, § 2, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, les mots « d'au-moins cinquante-cinq ans » sont remplacés par les mots « d'au-moins cinquante-sept ans » ;

b) le 5° est abrogé.

Art. 16. Dans le même décret, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit :

« Art. 5/1. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et sous réserve du respect des conditions d'octroi prévues à l'article 3, pour toute nouvelle demande introduite à partir du 1^{er} janvier 2026, la subvention est octroyée à l'entreprise pour une durée maximale d'un an, à dater de l'engagement d'un demandeur d'emploi inoccupé visé à l'article 2.

§ 2. Le montant de cette subvention est égal au montant visé à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°.

Ce montant correspondant à l'engagement à temps plein d'un demandeur d'emploi inoccupé visé à l'article 2.

Il peut être majoré, conformément à l'article 5, § 2. ».

CHAPITRE 8. — *Modifications du décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires*

Art. 17. Dans l'article 1^{er}, du décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, 5°, les mots « inscrit depuis un jour au moins » sont remplacés par « inscrit depuis quatre mois au moins » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « préciser les modalités de calcul de la durée des quatre mois visée à l'alinéa 1^{er}, 5°, et » sont insérés entre les mots « pour l'application du présent décret » et « étendre » ;

3° il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Les personnes déclarées sur les compétences fonctionnelles relevant des secteurs de la santé, de l'aide à la personne, de la culture, de l'enseignement et de la petite enfance, tel que renseignées par l'employeur dans son rapport d'activité d'emploi pérennisé conformément à l'article 43, alinéa 1^{er}, 7°, doivent avoir le statut de demandeur d'emploi inoccupé tel que défini à l'alinéa 1^{er}, 5°, excepté en ce qui concerne la durée d'inscription qui est réduite à un jour au moins. ».

Art. 18. Dans l'article 2, § 2, a), du même décret, les mots « les provinces », « les zones de secours », « et les zones de police » sont abrogés.

Art. 19. Dans le même décret, il est ajouté un article 10/1, rédigé comme suit :

« Art. 10/1. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 8, 9 et 10, le montant de la subvention est réduit de vingt-cinq pourcents pour les bénéficiaires relevant des catégories suivantes :

1° les régies communales autonomes, telles que visées par l'article 2, § 2, a), du même décret ;

2° les services du Gouvernement de la Région wallonne et les établissements publics qui en dépendent, tels que visés par l'article 2, § 2, b), du même décret ;

3° les services du Gouvernement de la Communauté française et les établissements publics qui en dépendent, tels que visés par l'article 2, § 2, c), du même décret.

§ 2. Par dérogation aux articles 8, 9 et 10, le montant de la subvention est réduit de douze virgule cinq pourcents pour les employeurs visés à l'article 2, § 1^{er}, 2°, qui, au 1^{er} janvier 2026, relèvent du régime de l'impôt des sociétés au sens du chapitre I^{er} du Titre III du Code des impôts sur les revenus.

§ 3. Par dérogation aux articles 8, 9 et 10, le montant de la subvention est réduit de douze virgule cinq pourcents pour les associations de communes, telles que visées par l'article 2, § 2, a).

La réduction prévue à l'alinéa 1^{er}, ne s'applique pas aux employeurs pour la part de leur subvention relevant des secteurs de la santé, de l'aide à la personne et de la petite enfance, et de la mission de propreté publique, tels que l'employeur concerné l'a renseigné dans son rapport d'activité d'emploi pérennisé pour l'année 2024 conformément à l'article 43, alinéa 1^{er}, 7° ;

L'incidence budgétaire de cette mesure est répartie entre les associations de commune visées à l'alinéa 1^{er}, de manière à assurer une compensation équilibrée tenant compte des activités exemptées.

Le Gouvernement peut préciser les types d'activités réalisées par les associations de communes qui ne sont pas concernées par l'alinéa 1^{er} et, pour l'application des alinéas 1 à 3, les modalités de calcul de la subvention des associations de communes.

§ 4. Par dérogation aux articles 8, 9 et 10, le montant de la subvention octroyée aux communes telles que visées à l'article 2, § 2, a), est réduit de quatre virgule quatre pourcents.

§ 5. La réduction mentionnée aux paragraphes 1^{er}, 2, 3 et 4 s'applique sur le montant brut de la subvention déterminé conformément aux articles 8, 9 et 10. ».

Art. 20. Dans l'article 11 du même décret, il est inséré un alinéa 6 rédigé comme suit :

« Par dérogation aux alinéas précédents, les employeurs visés à l'article 10/1, et pour lesquels une réduction du montant de la subvention est appliquée voient leur obligation de maintien du volume de l'emploi pérennisé réduite dans la même proportion, sauf en ce qui concerne les postes de travail relevant des secteurs de la santé, de l'aide à la personne et de la petite enfance, tels que l'employeur concerné l'a renseigné dans son rapport d'activité d'emploi pérennisé pour l'année 2024 conformément à l'article 43, alinéa 1^{er}, 7. ».

Art. 21. Toute demande de cession, introduite à partir du 23 octobre 2025 en vertu de l'article 21 du même décret et des articles 15 et 22 à 24 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 2021 portant exécution du décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires, sauf en cas de fusion d'opérateurs au sein du même secteur, de scission ou de cession d'activités, ne produit pas ses effets.

CHAPITRE 9. — *Modifications du décret du 15 juin 2023 relatif à l'agrément et au financement des agences de développement centre-ville*

Art. 22. Dans l'article 8, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 15 juin 2023 relatif à l'agrément et au financement des agences de développement centre-ville, les mots « jusqu'en 2025 inclus, » sont insérés entre les mots « le Gouvernement agréé, » et les mots « toute association ».

Art. 23. L'article 9 du même décret, est complété par les mots « par périodes d'un an ».

CHAPITRE 10. — *Modification du décret du 29 avril 2024 relatif à l'octroi de subventions aux centre publics d'action sociale dans le cadre de la mise à l'emploi des bénéficiaires du droit à l'intégration sociale ou de l'aide sociale équivalente*

Art. 24. Dans le décret du 29 avril 2024 relatif à l'octroi de subventions aux centre publics d'action sociale dans le cadre de la mise à l'emploi des bénéficiaires du droit à l'intégration sociale ou de l'aide sociale équivalente, chapitre 2, section 3, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit :

« Art. 5/1. Le centre ne peut pas prétendre à la subvention visée à l'article 5, § 4^{ter}, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale et à l'article 38 de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, pour l'occupation d'un travailleur engagé à partir du 1^{er} juillet 2026 dans le cadre d'un contrat de travail titres-services visé à l'article 7^{bis} de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité. ».

CHAPITRE 11. — *Modifications du Code de la démocratie locale et de la décentralisation*

Art. 25. Dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, Première partie, Livre III, Titre III, l'intitulé du Chapitre II est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre II. Financement général des communes au sens de l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, VIII, 9°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ».

Art. 26. Dans la Première partie, Livre III, Titre III, Chapitre II, du même code, avant l'article L1332-1, il est inséré une section 1^{re} intitulée « Section 1^{er}. Définitions ».

Art. 27. A l'article L1332-2, alinéa 1^{er}, du même code, inséré par le décret du 15 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au troisième tiret, la ponctuation « . » est remplacée par la ponctuation « ; » ;

2° l'article est complété par un quatrième et un cinquième tiret, rédigés comme suit :

« - une dotation générale annuelle dénommée Fonds Extraordinaire Régional d'Investissements et destinée à financer les dépenses extraordinaires des communes de la Région, conformément aux critères définis dans le présent chapitre ;

- une dotation générale annuelle dénommée Dotation Grandes Villes. ».

Art. 28. Dans la Première partie, Livre III, Titre III, Chapitre II, du même code, avant l'article L1332-3, il est inséré une section 2 intitulée « Section 2. Fonds spécial de l'Aide sociale ».

Art. 29. Dans la Première partie, Livre III, Titre III, Chapitre II, du même code, avant l'article L1332-4, il est inséré une section 3, intitulée « Section 3. Allocation CRAC ».

Art. 30. Dans la Première partie, Livre III, Titre III, Chapitre II, du même code, avant l'article L1332-5, il est inséré une section 4, intitulée « Section 4. Fonds des communes ».

Art. 31. Dans l'article L1332-5 du même Code, remplacé par le décret du 18 décembre 2024, le nombre « 1.604.127.000 » est remplacé par le nombre « 1.604.713.000 ».

Art. 32. Dans la Première partie, Livre III, Titre III, Chapitre II, du même code, après l'article L1332-26, il est inséré une section 5, intitulée « Section 5. Fonds Extraordinaire Régional d'Investissements ».

Art. 33. Dans la section 5, insérée par l'article 32, l'article L1332-27, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. L1332-27. § 1^{er}. Le Fonds Extraordinaire Régional d'Investissements est une dotation libre de toute affectation particulière.

Les communes bénéficiaires de cette dotation l'inscrivent au budget et au compte à l'exercice propre du service extraordinaire en recette de transfert. Les communes peuvent transférer, en tout ou partie, la dotation à l'exercice propre du service ordinaire dans le cadre exclusivement du financement des dépenses ordinaires de dette.

Les villes de Charleroi, Liège, Namur, Mons, La Louvière, Tournai, Seraing, Mouscron, et Verviers ne peuvent bénéficier du Fonds extraordinaire Régional d'Investissements.

§ 2. Au sens de la présente section, on entend par « Fonds » le Fonds Extraordinaire Régional d'Investissements. ».

Art. 34. Dans la même section, l'article L1332-28 est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. L1332-28. Le Fonds est fixé annuellement à un montant au moins égal à celui de l'année précédente.

Pour l'année de répartition 2026, le montant est fixé à 43.440.000 euros. ».

En cas de révision à la hausse de la dotation régionale allouée au Fonds, les quotes-parts visées à l'article L1332-29 sont adaptées proportionnellement à la nouvelle dotation régionale. ».

Art. 35. Dans la même section, l'article L1332-29 est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. L1332-29. Le Fonds est réparti selon la formule suivante :

$$FERli = \text{Arrondi}[(PICi2019-2021 \times VW1) + (PICi2022-2024 \times VW2)] \times \beta$$

où,

FERli : quote-part de la dotation visée à l'article L1332-27 attribuée à la commune i ;

Arrondi : facteur autorisant l'arrondi à deux décimales ;

VW : coefficient de Volume de pondération « Weight » garantissant à la commune i le maintien proratarisé ajusté dans le Fonds de sa quote-part dans les deux derniers PIC, étant entendu que le coefficient de proratarisation ajustée est de 0,13959326335 pour le PIC2019-2021 et de 0,13531144886 pour le PIC2022-2024 ;

PIC : la « programmation » au sens de l'article L3343-2 tel qu'applicable jusqu'au 31 décembre 2025 ;

PICi2019-2021 : la quote-part de la commune i dans la programmation 2019-2021 du PIC ;

PICi2022-2024 : la quote-part de la commune i dans la programmation 2022-2024 du PIC ;

β : coefficient relatif aux crédits effectivement inscrits au budget général des dépenses de la Région wallonne.

Art. 36. Dans la même section, l'article L1332-30 est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. L1332-30. La dotation générale visée à l'article L1332-29 est notifiée aux communes au plus tard le 31 mars de l'année de répartition.

La dotation est intégralement versée aux communes au plus tard le 31 mars de l'année qui suit l'année de répartition. ».

Art. 37. Dans la même section, l'article L1332-31, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. L1332-31. Les communes liquident la dotation générale visée à l'article L1332-29 dans un délai de trois ans. Le délai de trois ans commence l'année de liquidation de la dotation générale, soit l'année qui suit la notification du montant de leur dotation aux communes bénéficiaires.

La commune qui ne respecte pas les dispositions prévues à l'alinéa 1^{er} voit, l'année suivante, sa dotation générale diminuer à concurrence du montant qu'elle n'a pas liquidé. Le Gouvernement, en tant qu'autorité de tutelle visée à l'article L3111-2, alinéa 1^{er}, 4°, constate la violation de l'alinéa 1^{er} par arrêté ».

Art. 38. Dans la Première partie, Livre III, Titre III, Chapitre II, du même code, il est inséré une section 6 intitulée « Section 6. Dotation Grandes Villes ».

Art. 39. Dans la section 6 insérée par l'article 38 est inséré un article L1332-32, rédigé comme suit :

« Art. L1332-32. § 1^{er}. La Dotation Grandes Villes est une dotation libre de toute affectation particulière.

Elle est octroyée aux communes de plus de cinquante mille habitants selon les dernières statistiques produites par l'Office belge de statistique au 1^{er} janvier de l'année qui précède l'année de répartition.

Les communes bénéficiaires de cette dotation l'inscrivent au budget et au compte à l'exercice propre du service extraordinaire en recette de transfert. Les communes peuvent transférer, en tout ou partie, à l'exercice propre du service ordinaire un montant équivalent à l'addition de leurs dotations à leurs zones de police, de leurs dotations à leurs zones de secours, de leurs dotations à leurs Centres Publics d'Action Sociale et de leurs dépenses de cotisations de pensions.

La Dotation Grandes Villes est fixée pour l'année 2026 aux montants suivants :

- 1° Charleroi : 6.432.042,39 euros ;
- 2° Liège : 5.283.703,66 euros ;
- 3° Namur : 2.352.663,50 euros ;
- 4° Mons : 2.866.843,49 euros ;
- 5° La Louvière : 2.746.186,74 euros ;
- 6° Tournai : 2.681.435,00 euros ;
- 7° Seraing : 2.182.969,53 euros ;
- 8° Mouscron : 2.005.235,25 euros ;
- 9° Verviers : 1.838.932,00 euros.

§ 2. Lorsqu'une commune non visée au paragraphe 1^{er} atteint plus de cinquante mille habitants selon les dernières statistiques produites par l'Office belge de statistique au 1^{er} janvier de l'année qui précède l'année de répartition, le Gouvernement octroie dans les mêmes modalités que celles prévues au paragraphe 1^{er} une dotation libre de toute affectation particulière équivalente au montant de la dotation perçue par cette commune au titre du Fonds Extraordinaire Régional d'Investissements.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut octroyer une dotation au moins équivalente à la dotation la plus basse visée au paragraphe 1^{er}. En cas d'application du présent alinéa, la dotation est arrêtée irrévocablement.

En cas d'application du présent paragraphe, la commune concernée n'a plus droit à la dotation reçue au titre du Fonds Extraordinaire Régional d'Investissements.

§ 3. Au sens de la présente section, l'on entend par « dotation » la Dotation Grandes Villes. ».

Art. 40. Dans la même section 6, il est inséré un article L1332-33, rédigé comme suit :

« Art. L1332-33. A partir de l'année 2026, la dotation attribuée à chacune des communes visées à l'article L1332-32 est au moins égale à celle octroyée l'année précédente ».

En cas d'augmentation de la dotation régionale allouée au financement de la dotation Grandes Villes, les dotations visées à l'article L1332-32, § 1^{er}, sont adaptées proportionnellement à la nouvelle dotation régionale. ».

Art. 41. Dans la même section 6, il est inséré un article L1332-34, rédigé comme suit :

« Art. L1332-34. La dotation est notifiée aux communes concernées au plus tard le 31 mars de l'année de répartition.

La dotation est intégralement versée aux communes au plus tard le 31 mars de l'année qui suit l'année de répartition. ».

Art. 42. Dans la Première partie, Livre III, Titre III, Chapitre II, du même code, il est inséré une section 7 intitulée : « Section 7. Autres dotations complémentaires non-affectées ».

Art. 43. Dans la section 7, insérée par l'article 42, il est inséré un article L1332-35, rédigé comme suit :

« Art. L1332-35. § 1^{er}. Il peut être institué, à charge du budget des dépenses de la Région wallonne, une ou plusieurs dotations complémentaires.

Cette dotation complémentaire est non-affectée et relève de l'exécution de l'article 6, § 1^{er}, VIII, 9°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

§ 2. Le Gouvernement adopte un arrêté créant la dotation complémentaire, lequel fixe :

- 1° les critères de répartition de la dotation complémentaire ;
- 2° le montant à charge du budget des dépenses de la Région wallonne ;
- 3° la période d'octroi de la dotation complémentaire ;
- 4° si la dotation doit être inscrite au service ordinaire ou extraordinaire.

L'arrêté intègre d'office les dispositions utiles au sein de la présente section.

Sauf dérogation contenue dans l'arrêté, les articles L1332-30 et L1332-31 sont applicables à la dotation complémentaire.

§ 3. L'arrêté visé au paragraphe 2 est confirmé par décret dans un délai d'un an à partir de son entrée en vigueur.

A défaut de confirmation dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, il est réputé n'avoir jamais produit d'effet. ».

Art. 44. Dans la Première partie, Livre III, Titre III, du même code, il est inséré un Chapitre II/1, après l'article L1332-36 intitulé :

« Chapitre II/1. Financement de missions spécifiques des communes au sens de l'article 6, § 1^{er}, VIII, 10°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ».

Art. 45. Dans le Chapitre II/1 inséré par l'article 44, il est inséré une section 1^{ère} intitulée : « Section 1^{ère}. Dotations pour missions spécifiques ».

Art. 46. Dans la section 1^{ère} insérée par l'article 45, il est inséré un article L1332-37, rédigé comme suit :

« Art. L1332-37. § 1^{er}. Il peut être institué, à charge du budget des dépenses de la Région wallonne, une ou plusieurs dotations pour missions spécifiques.

Cette dotation complémentaire est affectée et relève de l'exécution de l'article 6, § 1^{er}, VIII, 10° de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

§ 2. Le Gouvernement adopte un arrêté créant la dotation complémentaire, lequel fixe :

1° la mission à remplir au sens de l'article 6, § 1^{er}, VIII, 10° de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;

2° les critères de répartition de la dotation complémentaire ;

3° le montant à charge du budget des dépenses de la Région wallonne ;

4° la période d'octroi de la dotation complémentaire ;

5° si la dotation doit être inscrite au service ordinaire ou extraordinaire.

L'arrêté intègre d'office les dispositions utiles au sein du présent Chapitre.

Sauf dérogation contenue dans l'arrêté, les articles L1332-30 et L1332-31 sont applicables à la dotation complémentaire.

§ 3. L'arrêté visé au paragraphe 2 est confirmé par décret dans un délai d'un an à partir de son entrée en vigueur.

A défaut de confirmation dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, il est réputé n'avoir jamais produit d'effet. ».

Art. 47. A l'article L2232-1, alinéa 1^{er}, du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa unique actuel forme désormais le paragraphe 1^{er} ;

2° dans le 10°, les mots « directement ou » sont insérés entre le mot « accorder » et le mot « indirectement » ;

3° il est inséré un 11°, rédigé comme suit :

« 11° une dépense additionnelle au bénéfice des personnes morales visées à l'article L2232-1/1, § 2, équivalente, au total, à la dépense visée à l'article 80 du décret-programme du 19 décembre 2025 telle que reprise au budget final 2029 adapté du pourcentage d'évolution calculé conformément à l'article L1332-1, § 4, ou, s'il est supérieur, à un coefficient égal à la somme des facteurs Yc visé à l'article L2241-3, § 1^{er}, des communes du territoire de la province concernée. » ;

4° il est inséré un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Pour l'interprétation de l'alinéa 1^{er}, 11°, concernant le facteur Yc, l'article L2241-3, § 2, alinéa 2, n'est pas applicable. » ;

5° un troisième paragraphe est inséré, rédigé comme suit :

« § 3. Le gouvernement, agissant comme autorité de tutelle visée à l'article L3111-2, alinéa 1^{er}, 4°, communique au plus tard le 31 juillet de l'année précédant l'année budgétaire une prévision budgétaire initiale des montants visés à l'alinéa, 1^{er}, 10° et 11°, que les provinces devront inscrire à leur budget initial de l'année budgétaire.

L'autorité de tutelle communique au plus tard le 28 février de l'année budgétaire la prévision budgétaire finale que les provinces inscrivent dans le cadre d'une modification budgétaire ».

Art. 48. Dans l'article L2232-1/1, § 1^{er}, du même code, le mot « 1° », est inséré entre les mots « L3111-1, § 1^{er}, » et les mots « 3° à 10° ».

Art. 49. Dans l'article L2241-3, § 2, du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « comptes » est remplacé par le mot « budgets » ;

2° l'alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

« A partir de 2026, le facteur Yc est calculé sur base de l'année budgétaire 2025. »

Art. 50. Dans le même code, il est inséré un article L2241-5, rédigé comme suit :

« Art. L2241-5. L'exécution du présent Titre peut faire l'objet d'une convention entre le Gouvernement, agissant comme autorité de tutelle visée à l'article L3111-2, alinéa 1^{er}, 4°, et la province, laquelle précise, au minimum, les moyens à mettre en œuvre par la province pour mettre en œuvre l'article L2232-1/1. ».

Art. 51. Dans la Troisième partie, Livre III du même code, il est inséré un Titre VI, intitulé : « Titre VI. Aides Compensatoires ».

Art. 52. Dans le Titre VI inséré par l'article 51, il est inséré un Chapitre 1^{er}, intitulé :

« Chapitre 1^{er}. Aides Compensatoires aux exonérations liées aux moteurs, ainsi qu'aux matériels et outillages ».

Art. 53. Dans le Chapitre 1^{er} inséré par l'article 52, il est inséré un article L3611-1, rédigé comme suit :

« Art. L3611-1. Au sens du présent chapitre, est considérée comme :

1° une « taxe sur la force motrice », une taxe établie par une commune ou une province sur les moteurs, quel que soit le fluide ou la source d'énergie qui les actionne, à charge de toute personne physique ou morale exerçant une activité industrielle, commerciale, artisanale, financière, agricole ou forestière, une profession libérale ou une charge ou office, et dont le montant est calculé en fonction de la puissance de ces moteurs ;

2° « l'exonération de précompte immobilier sur le matériel et l'outillage », l'exonération visée à l'article 253, alinéa 1^{er}, 3^{quater}, du Code des impôts sur les revenus 1992. ».

Art. 54. Dans le Chapitre 1^{er} inséré par l'article 52, il est inséré un article L3611-2, rédigé comme suit :

« Art. L3611-2. § 1^{er}. Il est établi une exonération de taxe sur la force motrice sur tout nouvel investissement acquis ou constitué à l'état neuf sur le territoire de la Région wallonne, à partir du 1^{er} janvier 2021, pendant une période de cinq ans à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit l'année de l'investissement.

§ 2. Le Gouvernement compense, dans la limite des crédits disponibles, le cas échéant au prorata, la perte fiscale des communes et provinces.

L'Aide Compensatoire est calculée selon la formule suivante :

$$AC_i = P_i \times \beta$$

Etant entendu que :

$$P_i = TFM_i \times KWE_i$$

où,

AC_i = montant total de l'Aide Compensatoire régionale octroyée à la commune ou la province i ;

P_i = la perte de recette fiscale de la commune ou de la province ;

TFM_i = taux de la taxe sur la force motrice voté par la commune ou la province exprimé en euro par kilowatt (Kw), étant entendu que ce taux est fixé à 24,69€/Kw maximum et indexé à partir de l'année fiscale 2027, selon le rapport entre l'indice des prix à la consommation du mois de janvier 2020 (109,69 sur la base de l'indice 2013) et celui du mois de janvier de l'année fiscale considérée ;

KWE_i = nombre total de kilowatts exonérés en vertu du paragraphe 1^{er} ;

β = coefficient de compensation, déterminé au prorata des crédits disponibles.

§ 3. L'ensemble des paramètres visés au paragraphe 2 est calculé sur la base de l'information communiquée par la commune ou la province à l'administration visée à l'article L3111-2, alinéa 1^{er}, 1^o, au plus tard au 1^{er} septembre de l'année budgétaire. La commune ou la province qui n'a pas transmis lesdites informations pour le 1^{er} septembre ne bénéficie pas de l'aide compensatoire visée à l'article L3611-4, § 1^{er}, pour les pertes de recettes fiscales liées à l'exonération de la taxe sur la force motrice.

La commune ou la province fournit à l'autorité de tutelle pour chaque redevable bénéficiant de l'exonération les éléments suivants :

1^o le numéro BCE d'entreprise ;

2^o la puissance, exprimée en kilowatts, des nouveaux moteurs acquis ou constitués à l'état neuf tel que visé au paragraphe 1^{er} ;

3^o le taux en euro par kilowatt en vigueur sur le territoire en vertu du règlement-taxe applicable. ».

Art. 55. Dans le Chapitre 1^{er} inséré par l'article 52, il est inséré un article L3611-3, rédigé comme suit :

« Art. L3611-3. § 1^{er}. Le Gouvernement compense, dans la limite des crédits disponibles, le cas échéant au prorata, la perte des communes et provinces résultant de l'exonération de précompte immobilier sur le matériel et l'outillage.

La perte est calculée par l'administration régionale visée à l'article L31112, alinéa 1^{er}, 1^o, sur la base des informations communiquées par l'administration fiscale compétente par application des dispositions idoines du Code des impôts sur les revenus 1992.

§ 2. L'aide compensatoire est calculée selon la formule suivante :

$$AC_i = P_i \times \beta$$

Etant entendu que :

$$P_i = RC_i \times \text{Coeff} \times \text{Taux PrI RW} \times (\text{Addi}/100)$$

où,

AC_i = montant total de l'Aide Compensatoire régionale octroyée à la commune ou la province i ;

P_i = la perte de recette fiscale de la commune ou de la province ;

RC_i = le revenu cadastral non indexé du matériel et outillage situé sur le territoire de la commune i ou la province i au 1^{er} janvier de l'année de financement de l'aide compensatoire et exonéré de précompte immobilier sur la base de l'article 253, 3^obis, du code des impôts sur les revenus 1992 ;

Coeff = le coefficient d'indexation annuel du revenu cadastral sur le matériel et outillage ;

Taux PrI RW = le taux adopté par la Région wallonne pour le calcul du précompte immobilier l'année de financement de l'aide compensatoire ;

Addi = le taux des centimes additionnels additionné au précompte immobilier pour l'année de financement de l'aide compensatoire ;

β = coefficient de compensation, déterminé au prorata des crédits disponibles. ».

Art. 56. Dans le Chapitre 1^{er}, inséré par l'article 52, il est inséré un article L3611-4, rédigé comme suit :

« Art. L3611-4. § 1^{er}. Le budget régional alloué au financement des aides compensatoires visées au présent chapitre est fixé pour l'année budgétaire 2026 à un montant de 65.209.000 d'euros, adapté du pourcentage d'évolution calculé conformément à l'article L1332-1, § 4.

A partir de l'année budgétaire 2027, le budget régional alloué au financement des aides compensatoires est au moins égal à celui de l'année précédente, adapté au pourcentage d'évolution calculé conformément à l'article L1332-1, § 4.

§ 2. Pour chaque commune et province, il est calculé un total de pertes de recettes fiscales correspondant aux pertes de recettes calculées aux articles L3611-2, § 2 et L3611-3, § 2.

L'aide compensatoire aux communes et provinces est calculée au prorata du total des pertes de recettes fiscales visées au premier alinéa en fonction du budget régional visé au premier paragraphe.

§ 3. Les aides compensatoires visées au présent chapitre constituent un financement général au sens de l'article 6, § 1^{er}, VIII, 9^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Pour les communes, les compensations constituent une dotation complémentaire garantie au Fonds des communes.

Pour les provinces, les compensations constituent une dotation complémentaire garantie au Fonds des provinces.

§ 4. Les aides compensatoires sont intégralement versées aux communes et provinces au plus tard le 30 novembre de l'année de répartition. ».

Art. 57. Dans le même code, il est inséré un Livre VI dans la Sixième partie, intitulé : « Livre VI. Appels à projets ».

Art. 58. Dans le Livre VI inséré par l'article 57, il est inséré un article L6611-1, rédigé comme suit :

« Art. L6611-1. § 1^{er}. Lorsque le Gouvernement met en œuvre un appel à projet à destination des autorités visées à l'article L3111-1, § 1^{er}, il applique le présent article.

§ 2. Par « appel à projet » au sens du présent chapitre, il faut entendre toute procédure initiée par le Gouvernement :

1° visant à soutenir de manière sélective des initiatives portées par les autorités visées à l'article L3111-1, § 1^{er} ;

2° instaurant un financement conditionné à l'introduction d'un appel à manifestation d'intérêt ;

3° répondant à des objectifs, critères et modalités définis préalablement ;

4° dont la sélection du bénéficiaire dépend d'une décision du Gouvernement ;

5° qui a un caractère ponctuel. ».

Art. 59. Dans le même Livre, inséré par l'article 57, il est inséré un article L6611-2, rédigé comme suit :

« Art. L6611-2. § 1^{er}. Il peut être institué, à charge du budget des dépenses de la Région wallonne, une subvention à destination des autorités visées à l'article L3111-1, § 1^{er}, pour la mise en œuvre d'un appel à projet.

Cette subvention est affectée et relève de l'exécution de l'article 6, § 1^{er}, VIII, 10° de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

§ 2. La subvention peut être inscrite au service ordinaire ou extraordinaire. ».

Art. 60. Dans le même Livre, inséré par l'article 57, il est inséré un article L6611-3, rédigé comme suit :

« Art. L6611-3. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête le dispositif de l'appel à projet, lequel fixe, préalablement au lancement de celui-ci :

1° la mission à remplir au sens de l'article 6, § 1^{er}, VIII, 10°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;

2° le type d'autorités visées à l'article L3111-1, § 1^{er}, bénéficiaire de la subvention ;

3° les critères de répartition de la subvention ;

4° le montant à charge du budget des dépenses de la Région wallonne ;

5° la période visée par la subvention ;

6° les dates de début et de fin de l'appel à manifestation d'intérêt ;

7° tout engagement à prendre par les autorités visées à l'article L3111-1, § 1^{er}, pour bénéficier de la subvention ;

8° si la subvention est inscrite au service ordinaire ou extraordinaire.

§ 2. Le Gouvernement arrête comme date de fin de l'appel à manifestation d'intérêt visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, l'une des dates suivantes : le 1^{er} mars, le 1^{er} juin, le 1^{er} septembre, le 1^{er} décembre.

Le Gouvernement arrête dans les nonante jours de la date de fin de l'appel à manifestation d'intérêt visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6°, la liste des autorités visées à l'article L3111-1, § 1^{er}, bénéficiaires retenues en vertu de l'application des critères de répartition.

La subvention est intégralement versée aux autorités visées à l'article L3111-1, § 1^{er}, bénéficiaires de la subvention selon l'une de ces deux périodes : soit entre le 1^{er} mars et le 30 avril, soit entre le 1^{er} septembre et le 30 octobre, de l'année de répartition.

Ces délais sont des délais de rigueur. ».

CHAPITRE 12. — *Modifications du décret du 21 octobre 2010 instituant Namur comme capitale de la Wallonie et siège des institutions politiques régionales*

Art. 61. Dans le décret du 21 octobre 2010 instituant Namur comme capitale de la Wallonie et siège des institutions politiques régionales, il est inséré un article 1^{er}/1, rédigé comme suit :

« Art. 1/1. § 1^{er}. Il est institué, à charge du budget des dépenses de la Région wallonne, une dotation au bénéfice de la Ville de Namur au titre de capitale de la Wallonie, d'un montant de 7.237.000 euros en 2025, adapté du pourcentage d'évolution calculé conformément aux modalités prévues à l'article L1332-1, § 4, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

La Ville de Namur inscrit la dotation en recette de transfert au service ordinaire.

§ 2. L'engagement budgétaire de la dotation a lieu chaque année.

La dotation est liquidée au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

§ 3. La dotation relève de l'exécution d'une mission au sens de l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, VIII, 10° de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et est affectée aux obligations liées au rôle de la Ville de Namur visé à l'article 1^{er}.

La mission visée à l'alinéa 1^{er} fait l'objet d'une convention signée par la Ville de Namur, le Parlement et le Gouvernement. ».

CHAPITRE 13. — *Modifications du Code du Développement territorial*

Art. 62. Dans l'article D.V.13 du Code du Développement territorial, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Lorsqu'une commune et une ou plusieurs personnes physiques ou morales de droit privé établissent une convention relative à une opération de revitalisation urbaine, la Région peut, selon les dispositions arrêtées par le Gouvernement, accorder à la commune une subvention. Le Gouvernement fixe le taux de subventionnement. » ;

2° le paragraphe 2bis est abrogé.

CHAPITRE 14. — *Modifications du Code de l'Environnement*

Art. 63. L'article D.261 de la partie décrétable du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, modifié en dernier lieu par le décret-programme du 12 décembre 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.261. Le taux de base de la taxe par unité de charge polluante des eaux usées industrielles déversées, ci-après dénommée taxe unitaire, est fixé à :

1° 13 euros du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2025 ;

2° 25,48 euros à partir du 1^{er} janvier 2026. »

Art. 64. A l'article D.287, alinéa 1^{er}, du même code, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° Sous réserve de l'article D.288, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le produit de la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles visée à l'article D.260 ; » ;

b) le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° Sous réserve de l'article D.288, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le produit de la taxe sur le déversement des eaux usées domestiques visée à l'article D.267 ; ».

Art. 65. Dans l'article D.288, paragraphe 1^{er}, du même code, l'alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« Le produit de la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles visée à l'article D.260 et le produit de la taxe sur le déversement des eaux usées domestiques visée à l'article D. 267, sont affectés à concurrence de :

1° soixante pour cent à la S.P.G.E. ;

2° quarante pour cent au Fonds pour la Protection de l'Environnement, section "protection des eaux", visé à l'article D.170 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. ».

Art. 66. Dans le même code l'article 330-1, modifié en dernier lieu par le décret du 18 décembre 2024, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 330-1. Au 1^{er} janvier de chaque année, le montant des taxes, redevances et contributions est de plein droit indexé sur la base de l'indice des prix à la consommation en vigueur six semaines avant la date de l'indexation.

L'alinéa 1^{er} du présent article n'est pas applicable à :

1° la contribution de prélèvement prévue à l'article D.254, § 3, pour les volumes prélevés en 2024 et en 2025 ;

2° la taxe sur les déversements d'eaux usées domestiques visée aux articles D.267 à D.270. ».

CHAPITRE 15. — *Modifications du Code des Impôts sur les Revenus 1992*

Art. 67. Dans l'article 253, alinéa 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par la loi du 6 juillet 1994 et modifié par les décrets des 6 décembre 2001, 22 octobre 2003 et 17 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 3°bis est abrogé ;

b) le 3°ter est abrogé ;

c) il est inséré un 3°quater rédigé comme suit :

« 3°quater des nouveaux investissements en matériel et outillage visés à l'article 471, § 3, acquis ou constitués à l'état neuf sur le territoire de la Région wallonne à partir du 1^{er} janvier 2021, et ce, pendant une période de cinq ans à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit l'année d'investissement ; » ;

d) dans le 4°, les mots « 3°bis et du 3°ter » sont remplacés par le mot « 3°quater ». ».

CHAPITRE 16. — *Modifications du Règlement général de la comptabilité communale*

Art. 68. § 1^{er}. Dans le règlement général de la comptabilité communale, le premier tiret de l'article 1^{er}, 15° est remplacé par le texte suivant :

« – transferts de service : mouvements via le code fonctionnel « Prélèvements » entre services et fonds de réserve (sous réserve des emprunts accordés par le CRAC et les dotations relatives au Fonds Extraordinaires Régional d'Investissements ainsi que la dotation Grandes Villes dans les limites prévues aux articles L1332-27 § 1^{er}, alinéa 2 et L1332-32. § 1^{er}, alinéa 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, qui constituent les seules exceptions de mouvements entre l'extraordinaire et l'ordinaire et qui se réalisent à l'exercice proprement dit) ; ».

§ 2. Le Gouvernement peut abroger, compléter, modifier ou remplacer la disposition modifiée par le paragraphe 1^{er}.

Art. 69. § 1^{er}. Dans le règlement général de la comptabilité communale, l'article 12 est remplacé par le texte suivant :

« Le collège communal établit le projet de budget après avoir recueilli l'avis d'une commission où siègent au moins un membre du collège désigné à cette fin, le directeur général et le directeur financier. Cette commission donne son avis sur la légalité et les implications financières prévisibles du projet de budget, en ce compris la projection sur plusieurs exercices de l'impact au service ordinaire des investissements significatifs. Le rapport écrit de cette commission fait apparaître l'avis de chacun de ses membres, tel qu'émis au cours de la réunion, même si l'avis doit être présenté d'une manière unique. Ce rapport est joint au projet de budget présenté au conseil communal et au budget soumis à l'approbation de la tutelle.

L'avis de la commission joint au projet de budget comporte la liste des investissements prévus par la commune. Pour chaque projet d'investissement, la liste mentionne le descriptif de chaque projet et le montant total envisagé.

Cette procédure est appliquée à toutes les modifications budgétaires ultérieures.

L'avis de chacun des membres de cette commission est clairement repris dans le compte-rendu de la commission si des opinions divergentes apparaissent. L'absence de l'avis de cette commission conduit à la non-approbation du budget, ou de la modification budgétaire, concerné(e). Le rapport écrit de cette commission est établi selon le modèle arrêté par le Ministre en ce et y compris la liste prévue à l'alinéa 2. ».

§ 2. Le Gouvernement peut abroger, compléter, modifier ou remplacer la disposition modifiée par le paragraphe 1^{er}.

CHAPITRE 17. — *Modifications du Code wallon de l'habitation durable*

Art. 70. L'article 13 bis du Code wallon de l'habitation durable est abrogé.

CHAPITRE 18. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 71. Dans la Troisième partie, Livre III du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les titres IV et V sont abrogés.

Art. 72. Dans le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité durable et à l'accessibilité, le Titre IV/2, inséré par le décret du 24 novembre 2022, est abrogé.

Art. 73. Dans le décret-programme relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon du 23 février 2006, les articles 31, 32, 33, 36 et 37 sont abrogés.

Art. 74. Les articles 49 et 50 du décret du 10 décembre 2009 d'équité fiscale et d'efficacité environnementale pour le parc automobile et les maisons passives sont abrogés.

CHAPITRE 19. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 75. § 1^{er}. Le Gouvernement liquide de droit au bénéfice des communes concernées, au plus tard au 31 décembre 2025, tout reliquat budgétaire des subventions visées aux :

1° titre IV du Livre III de la Troisième Partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

2° titre V du Livre III de la Troisième Partie du même code ;

3° titre IV/2 du décret du 1^{er} avril 1980 relatif à la mobilité durable et à l'accessibilité du 1^{er} avril 2004.

Cette liquidation vaut recouvrement du droit constaté en vertu des législations susmentionnées.

§ 2. Le montant versé aux communes concernées constitue une dotation complémentaire garantie au Fonds des communes et constitue un financement général au sens de l'article 6, § 1^{er}, VIII, 9°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Lorsque la liquidation visée au présent article concerne une subvention relative à des dépenses extraordinaires, les communes bénéficiaires de cette dotation l'inscrivent au budget et au compte à l'exercice propre du service extraordinaire en recette de transfert.

Lorsque la liquidation visée au présent article concerne une subvention relative à des dépenses ordinaires, les communes bénéficiaires de cette dotation l'inscrivent au budget et au compte à l'exercice propre du service ordinaire en recette de transfert. ».

Art. 76. § 1^{er}. La Région wallonne peut ne pas liquider, en tout ou partie, les crédits inscrits aux domaines fonctionnels 091.025, 091.034, 091.060 et 091.066 du programme 17.091 du budget général des dépenses de la Région wallonne si les articles L2232-1, alinéa 1^{er}, 11° et L2232-1/1, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ne sont pas exécutés au 1^{er} novembre de l'année budgétaire qui précède la liquidation des domaines fonctionnels susmentionnés ou si un montant équivalent à la quote-part de chaque province dans les domaines fonctionnels 091.025 et 091.128 n'est pas liquidé au bénéfice des personnes morales visées à l'article L2232-1/1, § 2, du même code.

§ 2. Dans le cas visé au paragraphe 1^{er}, la Région wallonne peut liquider un montant équivalent au bénéfice des communes du territoire de la province concernée.

Le montant visé à l'alinéa 1^{er} est réparti parmi les communes concernées selon l'application du facteur BCc visé l'article L2241-3 du même code.

Le montant constitue une dotation complémentaire garantie au Fonds des communes et constitue un financement général au sens de l'article 6, § 1^{er}, VIII, 9°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Le montant est inscrit complémentaiement aux crédits prévus dans le domaine fonctionnel 091.027 du programme 17.091 du budget général des dépenses de la Région wallonne. ».

Art. 77. La Région wallonne inscrit en année 2025 les crédits d'engagement permettant la mise en œuvre des sections 5 et 6 du Chapitre II, du Titre III, du Livre III, de la Première Partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Art. 78. Par dérogation à l'article L1332-31 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les communes liquident la dotation générale visée à l'article L1332-29, du même code, liquidées lors des années 2026 et 2027, dans un délai de deux ans.

Art. 79. Par dérogation aux articles L2233-2, alinéa 1^{er}, et L2241-2, al.1^{er} du code de la démocratie locale et de la décentralisation, les dotations visées à ces articles ne sont pas indexées pour l'année 2026.

Art. 80. § 1^{er}. Par dérogation à l'article L2232-1, alinéa 1^{er}, 11° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, pour les années 2026, 2027, 2028 et 2029, la dépense portée au budget par le conseil provincial correspond à l'intervention inscrite au budget 2025 au bénéfice des personnes morales visées à l'article L2232-1/1, § 2, du même code, majorée de quinze pourcents, trente pourcents, cinquante pourcents et quatre-vingts pourcents du facteur Yc visé à l'article L2241-3, § 1^{er}, du même code, lequel est calculé sur base de l'exercice budgétaire 2025. La dépense portée au budget est adaptée du pourcentage d'évolution calculé conformément à l'article L1332-1, § 4, du même code.

§ 2. Le Gouvernement, agissant comme autorité de tutelle visée à l'article L3111-2, alinéa 1^{er}, 4°, du même code, communique au plus tard le 31 juillet de l'année précédant l'année budgétaire une prévision budgétaire que les provinces devront inscrire à leur budget initial de l'année budgétaire.

L'autorité de tutelle communique au plus tard le 28 février de l'année budgétaire la prévision budgétaire finale que les provinces inscrivent dans le cadre d'une modification budgétaire.

Art. 81. Les articles 22 à 35 de la loi du 5 septembre 2001 visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs continuent de s'appliquer pour toutes les subventions octroyées ou demandées jusqu'à la date du 31 décembre 2025.

Pour les demandes introduites durant le dernier trimestre de l'année 2025, la durée du projet est limitée à douze mois maximum à partir du dépôt officiel de la demande de subvention.

Art. 82. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2026, à l'exception :

1° de l'article 3 qui entre en vigueur le 1^{er} avril 2026 ;

2° de l'article 75 qui produit ses effets le 1^{er} novembre 2025 ;

3° de l'article 77 qui produit ses effets le 23 octobre 2025.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 19 décembre 2025.

Le Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Recherche, du Bien-être animal,
A. DOLIMONT

Le Vice-Président et Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux,
F. DESQUESNES

Le Vice-Président et Ministre de l'Economie, de l'Industrie, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Economie sociale,
Y. COPPIETERS

La Ministre de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Infrastructures sportives,
J. GALANT

La Ministre du Tourisme, du Patrimoine et de la Petite enfance,
V. LESCRENIER

La Ministre de l'Énergie, du Plan Air-Climat, du Logement et des Aéroports,
C. NEVEN

La Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
A-C. DALCQ

—
Note

(1) Session 2025-2026.

Documents du Parlement wallon 408 (2025-2026) N° 1, 1^{bis} à 12.

Compte rendu intégral, séance plénière du 18 décembre 2025.

Discussion.

Vote.

—
—
ÜBERSETZUNG

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2025/009886]

19. DEZEMBER 2025. — Programmdekret zur Festlegung verschiedener Haushaltsmaßnahmen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL 1 — Abänderung des Gesetzes vom 5. September 2001 zur Verbesserung des Arbeitnehmerbeschäftigungsgrades

Artikel 1. Kapitel VII des Gesetzes vom 5. September 2001 zur Verbesserung des Arbeitnehmerbeschäftigungsgrades, der die Artikel 22 bis 35 umfasst, wird aufgehoben.

KAPITEL 2 — Aufhebung des Dekrets vom 13. November 2002 zur Schaffung eines Haushaltsfonds in Sachen Lotterie

Art. 2. Das Dekret vom 13. November 2002 zur Schaffung eines Haushaltsfonds in Sachen Lotterie wird aufgehoben.

KAPITEL 3 — Abänderung von Artikel 339 des Programmgesetzes (I) vom 24. Dezember 2002

Art. 3. In Artikel 339 Paragraph 1 des Programmgesetzes (I) vom 24. Dezember 2002, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 Ziffer 2 wird in der französischen Fassung die Wortfolge "d'au moins cinquante-cinq ans" durch die Wortfolge "d'au moins cinquante-sept ans" ersetzt;

2° In Absatz 2 wird in der französischen Fassung die Wortfolge "sont âgés d'au moins cinquante-cinq ans à cinquante-sept ans" durch die Wortfolge "sont âgés d'au moins cinquante-sept ans" ersetzt.

**KAPITEL 4 — Abänderungen des Dekrets vom 18. Januar 2007
über die Förderung und Entwicklung der Unternehmensnetzwerke bzw. Cluster**

Art. 4. In Artikel 2 Absatz 1 des Dekrets vom 18. Januar 2007 über die Förderung und Entwicklung der Unternehmensnetzwerke bzw. Cluster, abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2024, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Die Wortfolge "auf Gutachten des in Art. 4 vorgesehenen Prüfungsausschusses" wird aufgehoben;

2° Die Wortfolge "von vier Jahren" wird durch die Wortfolge "von einem Jahr" ersetzt.

Art. 5. In Artikel 3 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2024, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 werden die Wortfolge "nach Begutachtung des in Artikel 4 genannten Prüfungsausschusses" sowie das Wort "vierjährige" aufgehoben;

2° In Absatz 5 wird die Wortfolge "nach Ablauf eines Vierjahreszeitraums" aufgehoben und die Wortfolge "des abgelaufenen Vierjahreszeitraums" wird durch die Wortfolge "des abgelaufenen Subventionszeitraums" ersetzt.

Art. 6. Die Artikel 4 und 5 desselben Dekrets werden aufgehoben.

Art. 7. In Artikel 8 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird aufgehoben;

2° In Absatz 2 wird das Wort "vier" aufgehoben.

Art. 8. Der Artikel 9 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 9. In Artikel 10 desselben Dekrets wird Absatz 2 aufgehoben.

Art. 10. In Artikel 10/2 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 11. April 2024, wird Ziffer 2 aufgehoben.

KAPITEL 5 - Abänderung des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben

Art. 11. In Artikel 12 Absatz 1 des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben, zuletzt abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018, wird die Wortfolge "sowie vom 1. Januar 2026 bis zum 31. Dezember 2029 der sortierten, aber weder wiederverwendeten noch recycelten Abfälle aus Textilien, die in der Wallonischen Region von aufgrund Artikel 118 des Dekrets vom 9. März 2023 über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit registrierten Sammlern gesammelt werden," zwischen die Wortfolge "Die Verbrennung der Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege" und die Wortfolge "ist von der im vorliegenden Kapitel erwähnten Abgabe befreit" eingefügt.

KAPITEL 6 — Abänderungen des Dekrets vom 2. Februar 2017 über Beschäftigungsbeihilfen für Zielgruppen

Art. 12. In Artikel 5 des Dekrets vom 2. Februar 2017 über Beschäftigungsbeihilfen für Zielgruppen werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird in der französischen Fassung die Wortfolge "de trente-six mois maximum" durch die Wortfolge "de vingt-quatre mois maximum" ersetzt;

2° In Absatz 2 wird in der französischen Fassung die Wortfolge "de vingt-quatre mois maximum" durch die Wortfolge "de douze mois maximum" ersetzt.

Art. 13. In Artikel 6 Absatz 1 desselben Dekrets wird in der französischen Fassung die Wortfolge "ainsi que la dégressivité" aufgehoben.

KAPITEL 7 — Abänderungen des Dekrets vom 14. Februar 2019 über die Zuschüsse zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitsuchenden in bestimmten Betrieben

Art. 14. In Artikel 2 des Dekrets vom 14. Februar 2019 über die Zuschüsse zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitsuchenden in bestimmten Betrieben, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 2 wird in der französischen Fassung die Wortfolge "depuis quatre mois au moins" zwischen die Wortfolge "personne inscrite" und die Wortfolge "comme demandeur d'emploi" eingefügt;

2° Zwischen die Absätze 3 und 4 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Le Gouvernement peut préciser les modalités de calcul de la durée des quatre mois visée à l'alinéa 2, et étendre, par assimilation, la qualité de demandeur d'emploi inoccupé à d'autres catégories de demandeurs d'emploi que celles visées aux alinéas 2 et 3. "

Art. 15. In Artikel 5 Absatz 1 § 2 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) In Ziffer 2 wird in der französischen Fassung die Wortfolge "d'au-moins cinquante-cinq ans " durch die Wortfolge "d'au-moins cinquante-sept ans" ersetzt;

b) Ziffer 5 wird aufgehoben.

Art. 16. In demselben Dekret wird ein Artikel 5/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 5/1 - § 1. Par dérogation à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et sous réserve du respect des conditions d'octroi prévues à l'article 3, pour toute nouvelle demande introduite à partir du 1^{er} janvier 2026, la subvention est octroyée à l'entreprise pour une durée maximale d'un an, à dater de l'engagement d'un demandeur d'emploi inoccupé visé à l'article 2.

§ 2. Le montant de cette subvention est égal au montant visé à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°.

Ce montant correspondant à l'engagement à temps plein d'un demandeur d'emploi inoccupé visé à l'article 2.

Il peut être majoré, conformément à l'article 5, § 2. "

KAPITEL 8 — Abänderungen des Dekrets vom 10. Juni 2021 über die Dauerhaftigkeit der im Rahmen der Beihilferegulierung zur Beschäftigungsförderung (APE) geschaffenen Arbeitsplätze und die Schaffung von Arbeitsplätzen, die dem vorrangigen Bedarf der Gesellschaft entsprechen

Art. 17. In Artikel 1 des Dekrets vom 10. Juni 2021 über die Dauerhaftigkeit der im Rahmen der Beihilferegulierung zur Beschäftigungsförderung (APE) geschaffenen Arbeitsplätze und die Schaffung von Arbeitsplätzen, die dem vorrangigen Bedarf der Gesellschaft entsprechen, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 Ziffer 5 wird in der französischen Fassung die Wortfolge "inscrit depuis un jour au moins" durch die Wortfolge "inscrit depuis quatre mois au moins" ersetzt;

2° In Absatz 2 wird in der französischen Fassung die Wortfolge "préciser les modalités de calcul de la durée des quatre mois visée à l'alinéa 1^{er}, 5°, et" zwischen die Wortfolge "pour l'application du présent décret" und das Wort "étendre" eingefügt;

3° Es wird ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Les personnes déclarées sur les compétences fonctionnelles relevant des secteurs de la santé, de l'aide à la personne, de la culture, de l'enseignement et de la petite enfance, tel que renseignées par l'employeur dans son rapport d'activité d'emploi pérennisé conformément à l'article 43, alinéa 1^{er}, 7°, doivent avoir le statut de demandeur d'emploi inoccupé tel que défini à l'alinéa 1^{er}, 5°, excepté en ce qui concerne la durée d'inscription qui est réduite à un jour au moins. "

Art. 18. In Artikel 2 § 2 Buchstabe a desselben Dekrets werden in der französischen Fassung die Wortfolgen "les provinces", "les zones de secours", "et les zones de police" aufgehoben.

Art. 19. In demselben Dekret wird ein Artikel 10/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 10/1 - § 1. Par dérogation aux articles 8, 9 et 10, le montant de la subvention est réduit de vingt-cinq pourcents pour les bénéficiaires relevant des catégories suivantes :

1° les régies communales autonomes, telles que visées par l'article 2, § 2, a), du même décret ;

2° les services du Gouvernement de la Région wallonne et les établissements publics qui en dépendent, tels que visés par l'article 2, § 2, b), du même décret ;

3° les services du Gouvernement de la Communauté française et les établissements publics qui en dépendent, tels que visés par l'article 2, § 2, c), du même décret.

§ 2. Par dérogation aux articles 8, 9 et 10, le montant de la subvention est réduit de douze virgule cinq pourcents pour les employeurs visés à l'article 2, § 1^{er}, 2°, qui, au 1^{er} janvier 2026, relèvent du régime de l'impôt des sociétés au sens du chapitre I^{er} du Titre III du Code des impôts sur les revenus.

§ 3. Par dérogation aux articles 8, 9 et 10, le montant de la subvention est réduit de douze virgule cinq pourcents pour les associations de communes, telles que visées par l'article 2, § 2, a).

La réduction prévue à l'alinéa 1^{er}, ne s'applique pas aux employeurs pour la part de leur subvention relevant des secteurs de la santé, de l'aide à la personne et de la petite enfance, et de la mission de propreté publique, tels que l'employeur concerné l'a renseigné dans son rapport d'activité d'emploi pérennisé pour l'année 2024 conformément à l'article 43, alinéa 1^{er}, 7° ;

L'incidence budgétaire de cette mesure est répartie entre les associations de commune visées à l'alinéa 1^{er}, de manière à assurer une compensation équilibrée tenant compte des activités exemptées.

Le Gouvernement peut préciser les types d'activités réalisées par les associations de communes qui ne sont pas concernées par l'alinéa 1^{er} et, pour l'application des alinéas 1 à 3, les modalités de calcul de la subvention des associations de communes.

§ 4. Par dérogation aux articles 8, 9 et 10, le montant de la subvention octroyée aux communes telles que visées à l'article 2, § 2, a), est réduit de quatre virgule quatre pourcents.

§ 5. La réduction mentionnée aux paragraphes 1^{er}, 2, 3 et 4 s'applique sur le montant brut de la subvention déterminé conformément aux articles 8, 9 et 10. "

Art. 20. In Artikel 11 desselben Dekrets wird ein Absatz 6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Par dérogation aux alinéas précédents, les employeurs visés à l'article 10/1, et pour lesquels une réduction du montant de la subvention est appliquée voient leur obligation de maintien du volume de l'emploi pérennisé réduite dans la même proportion, sauf en ce qui concerne les postes de travail relevant des secteurs de la santé, de l'aide à la personne et de la petite enfance, tels que l'employeur concerné l'a renseigné dans son rapport d'activité d'emploi pérennisé pour l'année 2024 conformément à l'article 43, alinéa 1^{er}, 7. "

Art. 21. Jeder Antrag auf Abtretung, der ab dem 23. Oktober 2025 gemäß Artikel 21 desselben Dekrets und den Artikeln 15 und 22 bis 24 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 16. Dezember 2021 zur Ausführung des Dekrets vom 10. Juni 2021 über die Dauerhaftigkeit der im Rahmen der Beihilferegelung zur Beschäftigungsförderung (APE) geschaffenen Arbeitsplätze und die Schaffung von Arbeitsplätzen, die dem vorrangigen Bedarf der Gesellschaft entsprechen, eingeführt wird, außer im Falle einer Fusion von Betreibern innerhalb desselben Sektors, einer Spaltung oder einer Abtretung von Aktivitäten, wird nicht wirksam.

KAPITEL 9 — *Abänderungen des Dekrets vom 15. Juni 2023 über die Zulassung und Finanzierung von Agenturen für innerstädtische Entwicklung*

Art. 22. In Artikel 8 Paragraf 1 Absatz 1 des Dekrets vom 15. Juni 2023 über die Zulassung und Finanzierung von Agenturen für innerstädtische Entwicklung wird die Wortfolge "bis einschließlich 2025" zwischen die Wortfolge "lässt die Regierung" und die Wortfolge "jede Vereinigung zu" eingefügt.

Art. 23. Artikel 9 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt: "Die Zulassung wird für eine Dauer von sechs Jahren erteilt. Diese kann jeweils um ein Jahr verlängert werden."

KAPITEL 10 — *Abänderungen des Dekrets vom 29. April 2024 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentliche Sozialhilfzentren im Rahmen der Beschäftigung von Bezugsberechtigten des Rechts auf soziale Eingliederung oder der gleichwertigen sozialen Beihilfe*

Art. 24. Im Dekret vom 29. April 2024 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentliche Sozialhilfzentren im Rahmen der Beschäftigung von Bezugsberechtigten des Rechts auf soziale Eingliederung oder der gleichwertigen sozialen Beihilfe, Kapitel 2 Abschnitt 3, wird ein Artikel 5/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 5/1 - Le centre ne peut pas prétendre à la subvention visée à l'article 5, § 4^{ter}, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale et à l'article 38 de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, pour l'occupation d'un travailleur engagé à partir du 1^{er} juillet 2026 dans le cadre d'un contrat de travail titres-services visé à l'article 7^{bis} de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité. "

KAPITEL 11 — *Abänderungen des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung*

Art. 25. In den Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung, erster Teil, Buch III, Titel III, wird die Überschrift von Kapitel II durch Folgendes ersetzt:

„Kapitel II – Allgemeine Finanzierung der Gemeinden im Sinne von Artikel 6 § 1 Absatz 1 VIII Ziffer 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen“.

Art. 26. Im ersten Teil Buch III Titel III Kapitel II desselben Kodex, vor dem Artikel L1332-1, wird ein Abschnitt 1 mit dem Titel „Abschnitt 1 - Definitionen“ eingefügt.

Art. 27. Artikel L1332-2 Absatz 1 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 15. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° Im dritten Gedankenstrich wird das Satzzeichen „.“ durch das Satzzeichen „;“ ersetzt;

2° Der Artikel wird um einen vierten und einen fünften Gedankenstrich mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“- Eine allgemeine jährliche Dotation, die außerordentliche regionale Investitionsfonds genannt wird und zur Finanzierung der außerordentlichen Ausgaben der Gemeinden der Region gemäß den im vorliegenden Kapitel bestimmten Kriterien bestimmt ist;

- Eine allgemeine jährliche Dotation, die Dotation für Großstädte genannt wird. “.

Art. 28 -

Art. 28. Abschnitt 2 mit dem Titel „Abschnitt 2 - Sonderfonds für Sozialhilfe“ eingefügt.

Art. 29. Im ersten Teil Buch III Titel III Kapitel II desselben Kodex, vor dem Artikel 1332-4, wird ein Abschnitt 3 mit dem Titel „Abschnitt 3 - CRAC-Zuwendung“ eingefügt.

Art. 30. Im ersten Teil Buch III Titel III Kapitel II desselben Kodex, vor dem Artikel L1332-5, wird ein Abschnitt 4 mit dem Titel „Abschnitt 4 - Gemeindefonds“ eingefügt.

Art. 31. In Artikel L1332-5 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 18. Dezember 2024, wird die Zahl „1.604.127.000“ durch die Zahl „1.604.713.000“ ersetzt.

Art. 32. Im ersten Teil Buch III Titel III Kapitel II desselben Kodex, nach dem Artikel L1332-26, wird ein Abschnitt 5 mit dem Titel „Abschnitt 5 - Außerordentlicher regionaler Investitionsfonds“ eingefügt.

Art. 33. In den durch Artikel 32 eingefügten Abschnitt 5 wird der Artikel L1332-27 mit folgendem Wortlaut wieder eingeführt:

„Art. L1332-27 - § 1. Der außerordentliche regionale Investitionsfonds ist eine Dotation, die frei von jeglicher besonderen Zweckbindung ist.

Die Gemeinden, die diese Dotation erhalten, weisen sie im Haushalt und in der außerordentlichen Rechnung des Dienstes im eigenen Haushaltsjahr als Transfereinnahme aus. Die Gemeinden können die Dotation ganz oder teilweise auf das eigene Haushaltsjahr des ordentlichen Dienstes ausschließlich im Rahmen der Finanzierung der ordentlichen Schuldenausgaben übertragen.

Die Städte Charleroi, Lüttich, Namur, Mons, La Louvière, Tournai, Seraing, Mouscron und Verviers können den außerordentlichen regionalen Investitionsfonds nicht in Anspruch nehmen.

§ 2. Im Sinne des vorliegenden Abschnitts ist unter „Fonds“ der außerordentliche regionale Investitionsfonds zu verstehen. “.

Art. 34. In denselben Abschnitt wird der Artikel L1332-28 mit folgendem Wortlaut wieder eingeführt:

„Art. L1332-28 - Der Fonds wird jährlich auf einen Betrag festgelegt, der mindestens dem des Vorjahres entspricht. Für das Verteilungsjahr 2026 wird der Betrag auf 43.440.000 Euro festgelegt. “.

Im Falle einer Aufwärtskorrektur der dem Fonds zugewiesenen regionalen Dotation werden die in Artikel L1332-29 genannten Anteile anteilmäßig an die neue regionale Dotation angepasst. “.

Art. 35. In denselben Abschnitt wird der Artikel L1332-29 mit folgendem Wortlaut wieder eingeführt:

„Art. L1332-29 - Der Fonds wird aufgrund folgender Formel verteilt:

$$\text{FER}i = \text{Runden}[(\text{PIC}i_{2019-2021} \times \text{VW}1) + (\text{PIC}i_{2022-2024} \times \text{VW}2)] \times \beta$$

wobei:

FER*i*: Anteil der in Artikel L1332-27 genannten Dotation an die Gemeinde *i*;

Runden: Faktor, der das Runden auf zwei Dezimalstellen ermöglicht;

VW: Gewichtungsvolumenkoeffizient „Weight“, der der Gemeinde *i* die anteilige Anpassung am Fonds ihres Anteils in den letzten beiden PIC garantiert, wobei der angepasste Anteilskoeffizient 0,13959326335 für PIC2019-2021 und 0,13531144886 für PIC2022-2024 beträgt;

PIC: Die „Programmplanung“ im Sinne von Artikel L3343-2 in der bis zum 31. Dezember 2025 geltenden Fassung;

PIC2019-2021: Der Anteil der Gemeinde *i* an der Programmplanung 2019-2021 des PIC;

PIC2022-2024: Der Anteil der Gemeinde *i* an der Programmplanung 2022-2024 des PIC;

β: Koeffizient für die tatsächlich im allgemeinen Haushaltsplan der Ausgaben der Wallonischen Region eingetragenen Mittel.

Art. 36. In denselben Abschnitt wird der Artikel L1332-30 mit folgendem Wortlaut wieder eingeführt:

„Art. L1332-30 - Die in Artikel L1332-29 genannte allgemeine Dotation wird den Gemeinden spätestens am 31. März des Verteilungsjahres mitgeteilt.

Die Dotation wird den Gemeinden spätestens am 31. März des auf das Verteilungsjahr folgenden Jahres vollständig ausgezahlt. ”.

Art. 37. In denselben Abschnitt wird der Artikel L1332-31 mit folgendem Wortlaut wieder eingeführt:

”Art. L1332-31 - Die Gemeinden zahlen die in Artikel L1332-29 genannte allgemeine Dotation innerhalb einer Frist von drei Jahren aus. Die dreijährige Frist beginnt im Jahr der Auszahlung der allgemeinen Dotation, d. h. im Jahr, das auf die Mitteilung des Dotationsbetrags an die anspruchsberechtigten Gemeinden folgt.

Die Gemeinde, die die in Absatz 1 vorgesehenen Bestimmungen nicht einhält, sieht im folgenden Jahr ihre allgemeine Dotation um den Betrag gekürzt, den sie nicht ausgezahlt hat. Die Regierung stellt als Aufsichtsbehörde gemäß Artikel L3111-2 Absatz 1 Ziffer 4 den Verstoß gegen Absatz 1 durch Erlass fest.”

Art. 38. Im ersten Teil Buch III Titel III Kapitel II desselben Kodex wird ein Abschnitt 6 mit dem Titel ”Abschnitt 6 - Dotation für Großstädte” eingefügt.

Art. 39. Es wird in den durch Artikel 38 eingefügten Abschnitt 6 ein Artikel L1332-32 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. L1332-32 - § 1. Die Dotation für Großstädte ist eine Dotation, die frei von jeglicher besonderen Zweckbindung ist.

Sie wird den Gemeinden mit mehr als fünfzigtausend Einwohnern gemäß den neuesten Statistiken des belgischen Statistikamtes zum 1. Januar des Jahres vor dem Verteilungsjahr gewährt.

Die Gemeinden, die diese Dotation erhalten, weisen sie im Haushalt und in der außerordentlichen Rechnung des Dienstes im eigenen Haushaltsjahr als Transfereinnahme aus. Die Gemeinden können einen Betrag in Höhe der Summe ihrer Dotationen für ihre Polizeizonen, ihre Dotationen für ihre Hilfeleistungszonen, ihre Dotationen für ihre öffentlichen Sozialhilfezentren und ihre Ausgaben für Pensionsbeiträge ganz oder teilweise auf das eigene Haushaltsjahr des ordentlichen Dienstes übertragen.

Die Dotation für Großstädte wird für das Jahr 2026 auf folgende Beträge festgelegt:

- 1° Charleroi: 6.432.042,39 Euro;
- 2° Lüttich: 5.283.703,66 Euro;
- 3° Namur: 2.352.663,50 Euro;
- 4° Mons: 2.866.843,49 Euro;
- 5° La Louvière: 2.746.186,74 Euro;
- 6° Tournai: 2.681.435,00 Euro;
- 7° Seraing: 2.182.969,53 Euro;
- 8° Mouscron: 2.005.235,25 Euro;
- 9° Verviers: 1.838.932,00 Euro.

§ 2. Wenn eine in Paragraph 1 nicht genannte Gemeinde gemäß den neuesten Statistiken des belgischen Statistikamtes zum 1. Januar des Jahres vor dem Verteilungsjahr mehr als fünfzigtausend Einwohner hat, gewährt die Regierung unter den gleichen Bedingungen wie in Paragraph 1 eine Dotation frei von jeglicher besonderen Zweckbindung in Höhe des Betrags, den diese Gemeinde im Rahmen des außerordentlichen regionalen Investitionsfonds erhält.

In Abweichung von Absatz 1 kann die Regierung eine Dotation gewähren, die mindestens der in Paragraph 1 genannten niedrigsten Dotation entspricht. Bei Anwendung des vorliegenden Absatzes wird die Dotation unwiderruflich festgelegt.

Bei Anwendung des vorliegenden Paragraphen hat die betreffende Gemeinde keinen Anspruch mehr auf die im Rahmen des außerordentlichen regionalen Investitionsfonds erhaltene Dotation.

§ 3. Im Sinne des vorliegenden Abschnitts ist unter ”Dotation” die Dotation für Großstädte zu verstehen. ”.

Art. 40. In denselben Abschnitt 6 wird ein Artikel L1332-33 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. L1332-33 - Ab dem Jahr 2026 entspricht die Dotation, die jeder der in Artikel L1332-32 genannten Gemeinden gewährt wird, mindestens der im Vorjahr gewährten Dotation.

Im Falle einer Erhöhung der regionalen Dotation, die zur Finanzierung der Dotation für Großstädte bestimmt ist, werden die in Artikel L1332-32 § 1 genannten Dotationen anteilmäßig an die neue regionale Dotation angepasst. ”.

Art. 41. In denselben Abschnitt 6 wird ein Artikel L1332-34 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. L1332-34 - Die Dotation wird den betreffenden Gemeinden bis zum 31. März des Verteilungsjahres mitgeteilt.

Die Dotation wird den Gemeinden spätestens am 31. März des auf das Verteilungsjahr folgenden Jahres vollständig ausgezahlt. ”.

Art. 42. Im ersten Teil Buch III Titel III Kapitel II desselben Kodex wird ein Abschnitt 7 mit dem Titel ”Abschnitt 7 - Sonstige nicht zweckgebundene zusätzliche Dotationen” eingefügt.

Art. 43. In den durch Artikel 42 eingefügten Abschnitt 7 wird ein Artikel L1332-35 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. L1332-35 - § 1. Es können eine oder mehrere zusätzliche Dotationen zu Lasten des Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region eingerichtet werden.

Diese zusätzliche Dotation ist nicht zweckgebunden und fällt unter die Ausführung von Artikel 6 § 1 VIII Ziffer 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen.

§ 2. Die Regierung verabschiedet einen Erlass zur Schaffung der zusätzlichen Dotation, der Folgendes festlegt:

- 1° die Kriterien für die Verteilung der zusätzlichen Dotation;
- 2° den zu Lasten des Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region gehenden Betrag;
- 3° den Zeitraum für die Gewährung der zusätzlichen Dotation;
- 4° ob die Dotation als ordentlicher oder außerordentlicher Dienst auszuweisen ist.

Der Erlass führt von Amts wegen die nützlichen Bestimmungen innerhalb des vorliegenden Abschnitts ein.

Vorbehaltlich einer im Erlass enthaltenen Abweichung gelten die Artikel L1332-30 und L1332-31 für die zusätzliche Dotation.

§ 3. Der in Paragraph 2 genannte Erlass muss innerhalb eines Jahres ab seinem Inkrafttreten durch ein Dekret bestätigt werden.

In Ermangelung einer Bestätigung binnen der in Absatz 1 genannten Frist wird davon ausgegangen, dass er nie wirksam geworden ist. ”.

Art. 44. Im ersten Teil Buch III Titel III desselben Kodex wird nach dem Artikel L1332-36 ein Kapitel II/1 mit dem Titel:

”Kapitel II/1 - Finanzierung spezifischer Aufgaben der Gemeinden im Sinne von Artikel 6 § 1 VIII Ziffer 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen” eingefügt.

Art. 45. In das durch Artikel 44 eingefügte Kapitel II/1 wird ein Abschnitt 1 mit dem Titel: ”Abschnitt 1 - Dotationen für spezifische Aufgaben” eingefügt.

Art. 46. Es wird in den durch Artikel 45 eingefügten Abschnitt 1 ein Artikel L1332-37 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. L1332-37 - § 1. Zu Lasten des Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region können eine oder mehrere Dotationen für spezifische Aufgaben eingerichtet werden.

Diese zusätzliche Dotation wird zweckgebunden verwendet und unterliegt der Ausführung von Artikel 6 § 1 VIII Ziffer 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen.

§ 2. Die Regierung verabschiedet einen Erlass zur Schaffung der zusätzlichen Dotation, der Folgendes festlegt:

1° die zu erfüllende Aufgabe im Sinne von Artikel 6 § 1 VIII Ziffer 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;

2° die Kriterien für die Verteilung der zusätzlichen Dotation;

3° den zu Lasten des Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region gehenden Betrag;

4° den Zeitraum für die Gewährung der zusätzlichen Dotation;

5° ob die Dotation als ordentlicher oder außerordentlicher Dienst auszuweisen ist.

Der Erlass führt von Amts wegen die nützlichen Bestimmungen innerhalb dieses Kapitels ein.

Vorbehaltlich einer im Erlass enthaltenen Abweichung gelten die Artikel L1332-30 und L1332-31 für die zusätzliche Dotation.

§ 3. Der in Paragraph 2 genannte Erlass muss innerhalb eines Jahres ab seinem Inkrafttreten durch ein Dekret bestätigt werden.

In Ermangelung einer Bestätigung binnen der in Absatz 1 genannten Frist wird davon ausgegangen, dass er nie wirksam geworden ist. ”.

Art. 47. In Artikel L2232-1 Absatz 1 desselben Kodex werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Der derzeitige einzige Absatz wird zum Paragraphen 1;

2° In Ziffer 10 wird in der französischen Fassung die Wortfolge ”directement ou” zwischen die Wortfolge ”accorder” und das Wort ”indirectement” eingefügt.

3° Eine Ziffer 11 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

”11° eine zusätzliche Ausgabe zugunsten der in Artikel L2232-1/1 § 2 genannten juristischen Personen, die insgesamt der in Artikel 80 des Programmdekrets vom 19. Dezember 2025 genannten Ausgabe entspricht, wie im endgültigen Haushaltsplan 2029 aufgeführt, angepasst um den gemäß Artikel L1332-1 § 4 berechneten Entwicklungsprozentsatz oder, falls dieser höher ist, um einen Koeffizienten, der der Summe der in Artikel L2241-3 § 1 genannten Faktoren Yc der Gemeinden des betreffenden Provinzgebiets entspricht. ”;

4° Es wird ein Paragraph 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”§ 2. Für die Auslegung von Absatz 1 Ziffer 11 betreffend den Faktor Yc ist Artikel L2241-3 § 2 Absatz 2 nicht anwendbar. ”;

5° Ein dritter Paragraph mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

”§ 3. Die Regierung, die als Aufsichtsbehörde gemäß Artikel L3111-2 Absatz 1 Ziffer 4 handelt, teilt spätestens am 31. Juli des dem Haushaltsjahr vorangehenden Jahres einen vorläufigen Haushaltsvoranschlag für die in Absatz 1 Ziffern 10 und 11 genannten Beträge mit, die die Provinzen in ihrem ursprünglichen Haushaltsplan für das Haushaltsjahr ausweisen müssen.

Die Aufsichtsbehörde übermittelt spätestens am 28. Februar des Haushaltsjahres den endgültigen Haushaltsvoranschlag, den die Provinzen im Rahmen einer Haushaltsplanabänderung vornehmen.

Art. 48. In Artikel L2232-1/1 § 1 desselben Kodex wird in der französischen Fassung die Ziffer ”1°” zwischen die Wortfolge ”L3111-1, § 1er,” und die Wortfolge ”3° à 10°” eingefügt.

Art. 49. In Artikel L2241-3 § 2 desselben Kodex werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in der französischen Fassung in Absatz 1 wird das Wort ”comptes” durch das Wort ”budgets” ersetzt;

2° in der französischen Fassung wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

”A partir de 2026, le facteur Yc est calculé sur base de l’année budgétaire 2025.”

Art. 50. In denselben Kodex wird ein Artikel L2241-5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. L2241-5 - Die Ausführung des vorliegenden Titels kann Gegenstand einer Vereinbarung zwischen der Regierung, die als in Artikel L3111-2 Absatz 1 Ziffer 4 erwähnte Aufsichtsbehörde handelt, und der Provinz sein, in der mindestens die Mittel, die die Provinz zur Ausführung des Artikels L2232-1 einsetzen soll, festgelegt sind.”.

Art. 51. Im dritten Teil Buch III desselben Kodex wird ein Titel VI mit folgender Überschrift eingefügt: ”Titel VI - Ausgleichsbeihilfen”.

Art. 52. In Titel VI, eingefügt durch Artikel 51, wird ein Kapitel 1 mit folgender Überschrift eingefügt:
"Kapitel 1 - Ausgleichsbeihilfen bei Befreiungen für Motoren sowie für Material und Werkzeuge".

Art. 53. In das durch Artikel 52 eingefügte Kapitel I wird ein Artikel L3611-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:
"Art. L3611-1 - Im Sinne des vorliegenden Kapitels gilt als:

1° eine "Steuer auf Kraftmaschinen", eine von einer Gemeinde oder Provinz festgelegte Steuer auf Motoren, unabhängig von der Flüssigkeit oder der Energiequelle, die sie antreibt, zu Lasten jeder natürlichen oder juristischen Person, die eine industrielle, gewerbliche/kaufmännische, handwerkliche, finanzielle, land- oder forstwirtschaftliche Tätigkeit, einen freien Beruf oder ein Amt oder einen Posten ausübt, und deren Höhe nach der Leistung dieser Motoren berechnet wird;

2. "die Befreiung vom Immobiliensteuervorabzug auf Material und Werkzeug", die in Artikel 253 Absatz 1 Ziffer 3^{quater} des Einkommensteuergesetzbuches 1992 erwähnte Befreiung."

Art. 54. In das durch Artikel 52 eingefügte Kapitel I wird ein Artikel L3611-2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L3611-2 - § 1. Für jede neue Investition, die ab dem 1. Januar 2021 auf dem Gebiet der Wallonischen Region erworben oder neu errichtet wird, wird eine Befreiung der Steuer auf Kraftmaschinen für einen Zeitraum von fünf Jahren ab dem 1. Januar des auf das Investitionsjahr folgenden Jahres gewährt.

§ 2. Die Regierung gleicht, im Rahmen der verfügbaren Mittel und gegebenenfalls anteilig, den Steuerverlust der Gemeinden und Provinzen aus.

Die Ausgleichsbeihilfe wird anhand folgender Formel berechnet:

$$AC_i = P_i \times \beta$$

Unter folgender Voraussetzung:

$$P_i = TFM_i \times KWE_i$$

wobei,

AC_i = Gesamtbetrag der der Gemeinde oder Provinz gewährten regionalen Ausgleichsbeihilfe;

P_i = Verlust von Steuereinnahmen der Gemeinde oder Provinz;

TFM_i = von der Gemeinde oder Provinz angenommener Steuersatz auf Kraftmaschine in Euro pro Kilowatt (kW), wobei dieser Satz auf maximal 24,69€/kW festgelegt und ab dem Steuerjahr 2027 nach dem Verhältnis zwischen dem Verbraucherpreisindex des Monats Januar 2020 (109,69 auf der Grundlage des Index 2013) und dem des Monats Januar des betreffenden Steuerjahres indexiert wird;

KWE_i = Gesamtzahl der nach § 1 steuerbefreiten Kilowatt

β = Ausgleichskoeffizient, der anteilig zu den verfügbaren Mitteln bestimmt wird.

§ 3. Alle in Paragraph 2 genannten Parameter werden auf der Grundlage der Informationen berechnet, die die Gemeinde oder Provinz der in Artikel L3111-2 Absatz 1 Ziffer 1 genannten Verwaltung spätestens am 1. September des Haushaltsjahres übermittelt. Die Gemeinde oder Provinz, die diese Informationen nicht bis zum 1. September übermittelt hat, erhält keine in Artikel L3611-4 § 1 erwähnte Ausgleichsbeihilfe für die Verluste von Steuereinnahmen im Rahmen der Befreiung der Steuer auf Kraftmaschinen.

Für jeden Steuerpflichtigen, dem die Befreiung gewährt wird, übermittelt die Gemeinde oder Provinz der Aufsichtsbehörde folgende Angaben:

1° die ZDU-Unternehmensnummer;

2° die Leistung in Kilowatt neuer Motoren, die gemäß Paragraph 1 erworben oder neu errichtet wurden;

3° der gemäß der geltenden Steuerverordnung im Gebiet geltende Satz in Euro pro Kilowatt."

Art. 55. In das durch Artikel 52 eingefügte Kapitel I wird ein Artikel L3611-3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L3611-3 - § 1. Die Regierung gleicht, im Rahmen der verfügbaren Mittel und gegebenenfalls anteilig, den Steuerverlust der Gemeinden und Provinzen aus, der sich aus der Befreiung vom Immobiliensteuervorabzug auf Material und Werkzeug ergibt.

Der Verlust wird von der in Artikel L31112 Absatz 1 Ziffer 1 erwähnten regionalen Behörde auf der Grundlage der Angaben berechnet, die von der zuständigen Steuerbehörde gemäß den entsprechenden Bestimmungen des Einkommensteuergesetzbuches 1992 übermittelt werden.

§ 2. Die Ausgleichsbeihilfe wird anhand folgender Formel berechnet:

$$AC_i = P_i \times \beta$$

Unter folgender Voraussetzung:

$$P_i = RC_i \times Coeff \times PRI_{RW} \times (ADD_i/100)$$

wobei,

AC_i = Gesamtbetrag der der Gemeinde oder Provinz gewährten regionalen Ausgleichsbeihilfe;

P_i = Verlust von Steuereinnahmen der Gemeinde oder Provinz;

RC_i = das nicht indexierte Katastereinkommen auf Material und Werkzeugen, die sich am 1. Januar des Finanzierungsjahres der Ausgleichsbeihilfe auf dem Gebiet der Gemeinde i oder der Provinz i befinden und gemäß Artikel 253 Ziffer 3^{bis} des Einkommensteuergesetzes von 1992 von dem Immobiliensteuervorabzug befreit sind;

$Coeff$ = der jährliche Indexierungskoeffizient des Katastereinkommens auf Material und Werkzeug;

PRI_{RW} -Satz = der von der Wallonischen Region für die Berechnung des Immobiliensteuervorabzugs im Finanzierungsjahr der Ausgleichsbeihilfe angenommene Satz;

ADD_i = der Satz für Zuschlagshundertstel der zum Immobiliensteuervorabzug für das Finanzierungsjahr der Ausgleichsbeihilfe hinzugerechnet wird;

β = Ausgleichskoeffizient, der anteilig zu den verfügbaren Mitteln bestimmt wird."

Art. 56. In das durch Artikel 52 eingefügte Kapitel I wird ein Artikel L3611-4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. L3611-4 - § 1. Der für die Finanzierung der im vorliegenden Kapitel genannten Ausgleichsbeihilfen regionale Haushalt wird für das Haushaltsjahr 2026 auf einen Betrag von 65.209.000 Euro festgesetzt, der dem gemäß Artikel L1332-1 § 4 berechneten Entwicklungsprozentsatz angepasst ist.

Ab dem Haushaltsjahr 2027 entspricht der für die Finanzierung der Ausgleichsbeihilfen zugewiesene regionale Haushalt mindestens dem des Vorjahres, der dem gemäß Artikel L1332-1 § 4 berechneten Entwicklungsprozentsatz angepasst ist.

§ 2. Für jede Gemeinde und Provinz wird eine Summe für die gesamten Verluste von Steuereinnahmen berechnet, die den in den Artikeln L3611-2 § 2 und L3611-3 § 2 berechneten Einnahmeverlusten entsprechen.

Die Ausgleichsbeihilfe für Gemeinden und Provinzen wird anteilig auf der Grundlage der in Absatz 1 genannten gesamten Verluste von Steuereinnahmen und entsprechend dem in Paragraph 1 genannten regionalen Haushalt berechnet.

§ 3. Die im vorliegenden Kapitel erwähnten Ausgleichsbeihilfen stellen eine allgemeine Finanzierung im Sinne von Artikel 6 § 1 VIII Nr. 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen dar.

Für die Gemeinden stellen die Ausgleichszahlungen eine garantierte zusätzliche Dotation an den Fonds der Gemeinden dar.

Für die Provinzen stellen die Ausgleichszahlungen eine garantierte zusätzliche Dotation an den Fonds der Provinzen dar.

§ 4. Die Ausgleichsbeihilfen werden den Gemeinden und Provinzen spätestens am 30. November des Verteilungsjahres vollständig überwiesen.“.

Art. 57. In denselben Kodex wird im sechsten Teil ein Buch VI mit folgender Überschrift eingefügt: „Buch VI - Projektausschreibungen“.

Art. 58. In das durch Artikel 57 eingefügte Buch VI wird ein Artikel L6611-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. L6611-1 - § 1. Wenn die Regierung eine Projektausschreibung für die in Artikel L3111-1 § 1 genannten Behörden durchführt, wendet sie den vorliegenden Artikel an.

§ 2. Unter „Projektausschreibung“ im Sinne des vorliegenden Kapitels ist jedes von der Regierung eingeleitete Verfahren zu verstehen, das:

- 1° darauf abzielt, Initiativen der in Artikel L3111-1 § 1 genannten Behörden selektiv zu unterstützen;
- 2° eine Finanzierung einführt, die an die Einreichung eines Aufrufs zur Interessenbekundung geknüpft ist;
- 3° zuvor festgelegten Zielen, Kriterien und Modalitäten entspricht;
- 4° bei dem die Auswahl des Begünstigten von einer Entscheidung der Regierung abhängt;
- 5° einmaligen Charakter hat.“.

Art. 59. In dasselbe durch Artikel 57 eingefügte Buch wird ein Artikel L6611-2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. L6611-2 - § 1. Aus dem Ausgabenhaushalt der Wallonischen Region kann ein Zuschuss für die in Artikel L3111-1, § 1 genannten Behörden zur Durchführung einer Projektausschreibung gewährt werden.

Dieser Zuschuss wird zugewiesen und unterliegt der Ausführung von Artikel 6 § 1 VIII Ziffer 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen.

§ 2. Der Zuschuss kann als ordentlicher oder außerordentlicher Dienst ausgewiesen werden.“.

Art. 60. In dasselbe durch Artikel 57 eingefügte Buch wird ein Artikel L6611-3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. L6611-3 - § 1. Die Regierung bestimmt die Modalitäten der Projektausschreibung, die vor deren Einleitung Folgendes festlegen:

- 1° die zu erfüllende Aufgabe im Sinne von Artikel 6 § 1 VIII Ziffer 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;
- 2° die Art der in Artikel L3111-1 § 1 genannten Behörden, die den Zuschuss erhalten;
- 3° die Kriterien für die Verteilung des Zuschusses;
- 4° den Betrag zu Lasten des Ausgabenhaushalts der Wallonischen Region;
- 5° den von dem Zuschuss betroffenen Zeitraum;
- 6° das Datum des Beginns und des Endes des Aufrufs zur Interessenbekundung;
- 7° jede Verpflichtung, die die in Artikel L3111-1 § 1 erwähnten Behörden zu treffen haben, um den Zuschuss zu erhalten;
- 8° ob der Zuschuss im ordentlichen oder außerordentlichen Haushalt ausgewiesen ist.

§ 2. Die Regierung legt als Enddatum für den in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 5 genannten Aufruf zur Interessenbekundung eines der folgenden Daten fest: den 1. März, den 1. Juni, den 1. September, den 1. Dezember.

Die Regierung legt innerhalb von neunzig Tagen nach dem Ende des in § 1 Absatz 1 Ziffer 6 erwähnten Aufrufs zur Interessenbekundung die Liste der in Artikel L3111-1 § 1 erwähnten Behörden fest, die aufgrund der Anwendung der Verteilungskriterien als Begünstigte ausgewählt wurden.

Der Zuschuss wird den in Artikel L3111-1, § 1 genannten Behörden, die Begünstigte der Beihilfe sind, in einem dieser beiden Zeiträume vollständig ausgezahlt: entweder zwischen dem 1. März und dem 30. April oder zwischen dem 1. September und dem 30. Oktober des Verteilungsjahres.

Diese Fristen sind verbindlich.“.

KAPITEL 12 — Abänderungen des Dekrets vom 21. Oktober 2010 zur Bestimmung von Namur als Hauptstadt der Wallonie und als Sitz der regionalen politischen Einrichtungen

Art. 61. In das Dekret vom 21. Oktober 2010 zur Bestimmung von Namur als Hauptstadt der Wallonie und als Sitz der regionalen politischen Einrichtungen wird ein Artikel 1/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 1/1 - § 1. Aus dem Ausgabenhaushalts der Wallonischen Region wird der Stadt Namur als Hauptstadt der Wallonie eine Dotation in Höhe von 7.237.000 Euro im Jahr 2025 gewährt, die an den gemäß den Bestimmungen von Artikel L1332-1 § 4 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung berechneten Entwicklungsprozentsatz angepasst wird.

Die Stadt Namur weist die Dotation als Transfereinnahme im ordentlichen Haushalt aus.

§ 2. Die Mittelbindung der Dotation erfolgt jährlich.

Die Dotation wird spätestens am 31. März des folgenden Jahres ausgezahlt.

§ 3. Die Dotation unterliegt der Ausführung einer Aufgabe im Sinne von Artikel 6 § 1 Absatz 1 VIII Ziffer 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und wird den Verpflichtungen im Zusammenhang mit der in Artikel 1 erwähnten Rolle der Stadt Namur zugewiesen.

Die in Absatz 1 erwähnte Aufgabe ist Gegenstand einer Vereinbarung, die von der Stadt Namur, dem Parlament und der Regierung unterzeichnet wurde.“

KAPITEL 13 — Abänderungen des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung

Art. 62. - In Artikel D.V.13 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung, zuletzt abgeändert durch den Erlass vom 21. Dezember 2022 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der Paragraph 2 wird durch Folgendes ersetzt:

„§ 2. Bei der Erstellung eines Abkommens zur städtischen Neubelebung durch die Gemeinde und eine oder mehrere natürliche oder juristische Privatpersonen kann die Region unter Einhaltung der durch die Regierung Erlassenen Bestimmungen, der Gemeinde eine Subvention zusagen. Der Bezuschussungssatz wird von der Regierung festgelegt.“;

2° Paragraph 2bis wird aufgehoben;

KAPITEL 14 — Abänderungen des Umweltgesetzbuches

Art. 63. Artikel D.261 des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, zuletzt abgeändert durch das Programmdekret vom 12. Dezember 2014, wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. D.261 - Der Ausgangssatz der Abgabe pro Belastungseinheit des eingeleiteten Industrieabwassers, nachstehend Abgabe je Einheit genannt, wird wie folgt festgelegt:

1° 13 Euro vom 1. Januar 2015 zum 31. Dezember 2025;

2° 25,48 Euro ab dem 1. Januar 2026.“

Art. 64. vorgenommen:

a) die Ziffer 5 wird durch Folgendes ersetzt:

„5° Vorbehaltlich des Artikels D.288 § 1 Absatz 1, das Aufkommen der in Artikel D.260 erwähnten Steuer auf die Einleitung von Industrieabwasser“;

b) die Ziffer 6 wird durch Folgendes ersetzt:

„6° Vorbehaltlich des Artikels D.288 § 1 Absatz 1, das Aufkommen der in Artikel 267 erwähnten Steuer auf die Einleitung von Haushaltsabwasser“.

Art. 65. In Artikel D.288 Paragraph 1 desselben Gesetzbuches wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

„Das Aufkommen der Abgabe für die Einleitung von industriellem Abwasser nach Artikel D.260 und das Aufkommen der Abgabe für die Einleitung von Haushaltsabwasser nach Artikel D.267 werden wie folgt zugewiesen:

1° sechzig Prozent an die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung („S.P.G.E.“);

2° vierzig Prozent an den Fonds für den Umweltschutz, Abteilung „Wasserschutz“ nach Artikel D.170 von Buch I des Umweltgesetzbuches.“

Art. 66. In Artikel 330-1 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 18. Dezember 2024, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. D. 330-1 - Am 1. Januar eines jeden Jahres wird der Betrag der in diesem Gesetzbuch vorgesehenen Steuern, Gebühren und Abgaben automatisch und von Rechts wegen an den Verbraucherpreisindex in seinem Stand von vor sechs Wochen vor dem Zeitpunkt der Indexierung angepasst.

Absatz 1 des vorliegenden Artikels findet in folgenden Fällen keine Anwendung:

1° den in Artikel D.254 § 3 vorgesehenen Abgabenbeitrag für die 2024 und 2025 erhobenen Mengen;

2° die Abgabe auf die Einleitung von Haushaltsabwasser gemäß den Artikeln D.267 bis D.270.“

KAPITEL 15 — Abänderungen des Einkommensteuergesetzbuches 1992

Art. 67. In Artikel 253 Absatz 1 des Einkommensteuergesetzbuches 1992, ersetzt durch das Gesetz vom 6. Juli 1994 und abgeändert durch die Dekrete vom 6. Dezember 2001, 22. Oktober 2003 und 17. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Ziffer 3°bis wird aufgehoben;

b) Ziffer 3°ter wird aufgehoben;

c) es wird eine Ziffer 3°quater mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„3°quater neue, in Artikel 471 § 3 erwähnte Investitionen für Material und Werkzeuge, die ab dem 1. Januar 2021 auf dem Gebiet der Wallonischen Region in Neustand erworben bzw. gebildet wurden, und während eines Zeitraums von fünf Jahren ab dem 1. Januar des Jahres, das auf das Investitionsjahr folgt“;

d) in Ziffer 4 wird die Wortfolge "3°bis und der Ziffer 3°ter" durch die Wortfolge "3°quater" ersetzt.

KAPITEL 16 — Abänderungen der Allgemeinen Gemeindebuchführungsordnung

Art. 68. § 1. In der Allgemeinen Gemeindebuchführungsordnung wird der erste Gedankenstrich von Artikel 1 Ziffer 15 durch Folgendes ersetzt:

"- Übertragungen zwischen Diensten: Bewegungen über den funktionellen Kode "Abhebungen" zwischen Diensten und Reservefonds (unter dem Vorbehalt der von dem CRAC gewährten Darlehen und der Dotation an den außerordentlichen regionalen Investitionsfonds sowie die Dotation für Großstädte innerhalb der in den Artikeln L1332-27 § 1 Absatz 2 und L1332-32 vorgesehenen Grenzen. § 1 Absatz 3 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung, die die einzigen Ausnahmen von Bewegungen zwischen dem Außerordentlichen und dem Ordentlichen darstellen und die im eigentlichen Haushaltsjahr erfolgen);".

§ 2. Die Regierung kann die durch Paragraph 1 abgeänderte Bestimmung aufheben, ergänzen, ändern oder ersetzen.

Art. 69. § 1. In der Allgemeinen Gemeindebuchführungsordnung wird Artikel 12 durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Das Gemeindegremium erstellt den Entwurf des Haushaltsplans, nachdem es die Stellungnahme einer Kommission eingeholt hat, in der mindestens ein dazu bestimmtes Mitglied des Kollegiums, der Generaldirektor und der Finanzdirektor sitzen. Diese Kommission gibt ihre Stellungnahme über die Gesetzmäßigkeit und die vorhersehbaren finanziellen Folgen des Haushaltsplanentwurfs, einschließlich der Projektierung der Auswirkung der bedeutenden Investitionen auf den ordentlichen Dienst über mehrere Haushaltsjahre. Im schriftlichen Bericht dieser Kommission ist die Stellungnahme jedes ihrer Mitglieder, so wie sie während der Versammlung erörtert worden ist, deutlich ersichtlich, auch wenn die Stellungnahme auf eine einzige Weise dargelegt werden muss. Dieser Bericht wird dem dem Gemeinderat vorgelegten Haushaltsplanentwurf und dem der Zustimmung der Aufsichtsbehörde vorgelegten Haushaltsplan beigelegt.

Die Stellungnahme der Kommission, die dem Haushaltsentwurf beigelegt ist, enthält die Liste der von der Gemeinde geplanten Investitionen. Für jedes Investitionsprojekt enthält die Liste die Beschreibung des jeweiligen Projekts und den vorgesehenen Gesamtbetrag.

Dieses Verfahren wird ebenfalls auf alle späteren Abänderungen des Haushaltsplans angewendet.

Die Stellungnahme jedes der Mitglieder dieser Kommission wird im Bericht der Kommission deutlich aufgenommen, wenn abweichende Ansichten zum Vorschein kommen. Das Nichtvorhandensein der Stellungnahme dieser Kommission führt zur Nichtzustimmung des Haushaltsplans (oder der betroffenen Abänderung des Haushaltsplans). Der schriftliche Bericht dieser Kommission wird gemäß dem vom Minister festgelegten Muster erstellt, einschließlich der in Absatz 2 vorgesehenen Liste."

§ 2. Die Regierung kann die durch Paragraph 1 abgeänderte Bestimmung aufheben, ergänzen, ändern oder ersetzen.

KAPITEL 17 - Abänderungen des Wallonischen Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen

Art. 70. Artikel 13bis des Wallonischen Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen wird aufgehoben.

KAPITEL 18 - Aufhebungsbestimmungen

Art. 71. Im dritten Teil, Buch III des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung werden die Titel IV und V aufgehoben.

Art. 72. Im Dekret vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit wird der durch das Dekret vom 24. November 2022 eingefügte Titel IV/2 aufgehoben.

Art. 73. In dem Programmdekret vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft werden die Artikel 31, 32, 33, 36 und 37 aufgehoben.

Art. 74. Artikel 49 und 50 des Dekrets vom 10. Dezember 2009 über Steuergerechtigkeit und Umwelteffizienz für den Fahrzeugpark und die Passivhäuser werden aufgehoben.

KAPITEL 19 - Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 75. § 1. Die Regierung zahlt den betroffenen Gemeinden bis spätestens 31. Dezember 2025 alle Restbeträge der in folgenden Bestimmungen genannten Subventionen aus:

1° Titel IV des Buches III des dritten Teils des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung;

2° Titel V des Buches III des dritten Teils desselben Kodex;

3° Titel IV/2 des Dekrets vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit.

Diese Auszahlung gilt als Einziehung des gemäß den oben genannten Rechtsvorschriften festgestellten Anspruchs.

§ 2. Der an die betroffenen Gemeinden gezahlte Betrag stellt eine zusätzliche, garantierte Dotation an den Gemeindefonds dar und ist eine allgemeine Finanzierung im Sinne von Artikel 6 § 1 VIII Ziffer 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen.

Betrifft die in diesem Artikel genannte Auszahlung eine Subvention für außerordentliche Ausgaben, so weisen die begünstigten Gemeinden diese Dotation in den Haushalt und in die Rechnung des Haushaltsjahres der außerordentlichen Dienstleistung als Transfereinnahme aus.

Betrifft die in diesem Artikel genannte Auszahlung eine Subvention für ordentliche Ausgaben, so weisen die begünstigten Gemeinden diese Dotation in den Haushalt und in die Rechnung des Haushaltsjahres der ordentlichen Dienstleistung als Transfereinnahme aus."

Art. 76. § 1. Die Wallonische Region kann die in den Funktionsbereichen 091.025, 091.034, 091.060 und 091.066 des Programms 17.091 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region ausgewiesenen Mittel nicht ganz oder teilweise auszahlen, wenn die Artikel L2232-1 Absatz 1 Ziffer 11 und L2232-1-1/1 § 2 der Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung bis zum 1. November des Haushaltsjahres, das der Verrechnung der oben genannten Funktionsbereiche vorausgeht, nicht ausgeführt werden oder wenn ein Betrag in Höhe des Anteils jeder Provinz an den Funktionsbereichen 091.025 und 091.128 nicht zugunsten der in Artikel L2232-1/1, § 2 desselben Kodex genannten juristischen Personen ausgezahlt wird.

§ 2. In dem in Absatz 1 genannten Fall kann die Wallonische Region einen entsprechenden Betrag zugunsten der Gemeinden des Gebiets der betreffenden Provinz auszahlen.

Der in Absatz 1 genannte Betrag wird unter den betroffenen Gemeinden gemäß der Anwendung des in Artikel L2241-3 desselben Kodex erwähnten Faktors BCc aufgeteilt.

Der Betrag stellt eine zusätzliche, garantierte Dotation an den Gemeindefonds dar und ist eine allgemeine Finanzierung im Sinne von Artikel 6 § 1 VIII Ziffer 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen.

Der Betrag wird zusätzlich zu den im Funktionsbereich 091.027 des Programms 17.091 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region vorgesehenen Mitteln ausgewiesen.“.

Art. 77. Die Wallonische Region weist für das Jahr 2025 die Verpflichtungskredite auf, die die Ausführung der Abschnitte 5 und 6 von Kapitel II, Titel III, Buch III und des Ersten Teils des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung aus.

Art. 78. Abweichend von Artikel L1332-31 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung zahlen die Gemeinden die in Artikel L1332-29 desselben Kodex genannte allgemeine Dotation, die in den Jahren 2026 und 2027 ausgezahlt wird, innerhalb von zwei Jahren aus.

Art. 79. Abweichend von den Artikeln L2233-2 Absatz 1 und L2241-2 Absatz 1 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung werden die in diesen Artikeln erwähnten Dotationen für das Jahr 2026 nicht indiziert.

Art. 80. § 1. Abweichend von Artikel L2232-1 Absatz 1 Ziffer 11 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung entsprechen die vom Provinzrat für die Jahre 2026, 2027, 2028 und 2029 in den Haushalt ausgewiesenen Ausgaben den im Haushalt 2025 vorgesehenen Maßnahmen zugunsten der in Artikel L2232-1/1 § 2 desselben Kodex, zuzüglich fünfzehn Prozent, dreißig Prozent, fünfzig Prozent und achtzig Prozent des in Artikel L2241-3, § 1 desselben Kodex genannten Faktors Yc, der auf der Grundlage des Haushaltsjahres 2025 berechnet wird. Die in Haushalt eingetragene Ausgabe wird um den gemäß Artikel L1332-1 § 4 desselben Kodex berechneten Entwicklungsprozentsatz angepasst.

§ 2. Die Regierung, die als Aufsichtsbehörde im Sinne von Artikel L3111-2 Absatz 1 Ziffer 4 desselben Kodex handelt, übermittelt spätestens am 31. Juli des dem Haushaltsjahr vorausgehenden Jahres einen Haushaltsvoranschlag, die die Provinzen in ihren ursprünglichen Haushalt des Haushaltsjahres ausweisen müssen.

Die Aufsichtsbehörde übermittelt spätestens am 28. Februar des Haushaltsjahres den endgültigen Haushaltsvoranschlag, den die Provinzen im Rahmen einer Haushaltsänderung ausweisen.

Art. 81. Die Artikel 22 bis 35 des Gesetzes vom 5. September 2001 zur Verbesserung des Arbeitnehmerbeschäftigungsgrades gelten weiterhin für alle bis zum 31. Dezember 2025 gewährten oder beantragten Subventionen.

Für Anträge, die im letzten Quartal des Jahres 2025 eingereicht werden, ist die Projektdauer auf maximal zwölf Monate ab der offiziellen Einreichung des Subventionsantrags begrenzt.

Art. 82. Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2026 in Kraft, mit Ausnahme von:

1° dem Artikel 3, der am 1. April 2026 in Kraft tritt;

2° dem Artikel 75, der am 1. November 2025 wirksam wird;

3° dem Artikel 77, der am 23. Oktober 2025 wirksam wird.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 19. Dezember 2025

Der Ministerpräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, Forschung und Tierwohl,
A. DOLIMONT

Der Vizepräsident und Minister für Raumpolitik, Infrastrukturen, Mobilität und lokale Behörden,
F. DESQUESNES

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Industrie, digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung,
P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Gesundheit, Umwelt, Solidarität und Sozialwirtschaft,
Y. COPPIETERS

Die Ministerin für öffentlichen Dienst, administrative Vereinfachung und Sportinfrastrukturen,
J. GALANT

Die Ministerin für Tourismus, Kulturerbe und Kleinkindbetreuung,
V. LESCRENIER

Die Ministerin für Energie, den Luft-Klima-Plan, Wohnungswesen und Flughäfen,
C. NEVEN

Die Ministerin für Landwirtschaft und ländliche Angelegenheiten,
A.-C. DALCQ

—
Fußnote

(1) Sitzung 2025-2026.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 408 (2025-2026) Nr. 1, 1bis bis 12.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 18. Dezember 2025.

Diskussion.

Abstimmung.